



# À LA RENCONTRE DES DÉFIS DE L'AVENIR

RAPPORT ANNUEL 2008

# MESSAGE DU PRÉSIDENT DU CONSEIL

Lorsque l'on révisé la performance de Mitec pour l'année financière 2008, il est important de se remémorer les objectifs établis il y a deux ans. À l'automne 2006, Mitec a lancé une restructuration substantielle autant financière qu'opérationnelle supportée par un conseil d'administration revitalisé ainsi que par l'arrivée d'un nouveau président et chef de la direction, Dan Piergentili, un fondateur de Mitec au début des années 1990 qui avait poursuivi par la suite sa carrière chez Ericsson.

En 2007, tout en visant un retour à la rentabilité éventuel pour la Société, Dan a su diriger Mitec durant la difficile période de restructuration, obligé parfois à abandonner des secteurs ou des lignes de produits où la rentabilité n'était pas suffisante ou à refocuser les activités de recherche et développement vers de nouvelles niches plus profitables. Durant cette période, l'équipe de Mitec a su préserver et maintenir ses relations privilégiées avec ses clients afin de réaliser ses objectifs et maintenir sa crédibilité.

Le conseil d'administration a su supporter Dan dans l'implantation de sa vision tout en maintenant des règles de gouvernance éprouvées et toujours privilégiant la valeur des actionnaires. Notre travail a été facilité par le support, le talent et le dévouement du personnel chez Mitec.

Du point de vue à la fois de l'équipe de gestionnaires que de celui du conseil d'administration, il était véritablement important de démontrer des résultats plutôt que des promesses afin d'améliorer la crédibilité de Mitec. L'année 2008 a été une année de grands défis autant internes qu'externes. Cependant, Mitec a réussi à réaliser sa stratégie d'affaire et à établir de nouveaux jalons dans l'industrie grâce à ses nouvelles lignes de produits. La Société a amélioré ses relations avec ses clients, qu'ils soient de longue date ou récents, et démontré aux marchés financiers, grâce à de solides performances trimestrielles, que la stratégie de restructuration de la Société était en voie de devenir un succès.

Nous poursuivrons cette stratégie pour l'année 2009 et continuerons de maintenir informés nos actionnaires des réalisations et événements heureux tel que nous l'avons fait en 2008. Nous aimerions remercier tous nos actionnaires pour le support démontré jusqu'à maintenant et avons bien hâte de célébrer les prochains succès de Mitec.



**JEFFREY A. MANDEL**

Président du conseil

# MESSAGE DU PRÉSIDENT

L'année financière 2008 a représenté la continuation de ma stratégie de convertir Mitec en une société hyper performante focalisée sur la croissance de sa productivité et sa capacité à améliorer sa performance opérationnelle afin d'améliorer les marges brutes tout en maintenant un niveau d'investissements en recherche et développement permettant d'assurer la commercialisation des initiatives à la fine pointe technologique requis par l'industrie.

Mitec a pu signer de nouveaux contrats importants qui s'ajoutent à un carnet de commandes qui ne cesse de grandir. En combinant la capacité opérationnelle aux divers talents de nos équipes d'ingénieurs qualifiés localisées en Amérique du Nord et en Chine, nous avons pu connaître une croissance significative avec nos solutions de couvertures éprouvées qui améliorent la performance des systèmes de nos clients. Cet élément s'est particulièrement démontré avec le déploiement de réseaux sans fil à grande échelle dans les pays émergents par nos clients, en majorité des joueurs clés dans ce domaine.

Mitec a de plus introduit de nouvelles lignes de produit de communications par satellite, de solutions de communication sans fil fixes et une nouvelle génération de produits dans le domaine de la diffusion vidéo pendant l'année financière 2008. Ainsi, notre nouvel amplificateur de diffusion vidéo digitale (ou DVBH), un composant puissant permettant la diffusion de la vidéo mobile sur les appareils portatifs ou les composantes intégrées a été reçu très favorablement par l'industrie. Notre système par antennes distribuées (ou DAS), qui utilise les infrastructures existantes, telles que les pylônes pour éviter les problèmes de zonage, a permis de résoudre l'épineux problème relié à l'installation de nouvelles tours de transmission pour supporter la croissance de la demande pour les communications sans fil et constitue un produit idéal facilitant l'entrée des compagnies de fils dans le domaine des communications sans fil. Les nouveaux designs compacts et robustes des convertisseurs élévateurs de bloc de fréquences satellitaires sont maintenant idéals pour les déploiements de réseaux dans les pays émergents.

Finalement, notre acquisition de Keragis Corporation, qui a été intégrée au sein des opérations de Mitec au cours de l'année 2008, permet l'accès au marché militaire à ses produits utilisant sa technologie brevetée dans le domaine des amplificateurs de puissance qui demeurent un élément clé des applications militaires.

Le déménagement dans une nouvelle usine de fabrication en Chine à la fin de l'année financière 2008 a permis de doubler la capacité manufacturière lorsque comparée aux installations précédentes et de répondre à la demande venant des marchés de l'Asie.

Du point de vue financier, nos marges brutes d'exploitations ont augmenté de cinquante pourcent ce qui nous a permis de démontrer une croissance des revenus profitables au cours des derniers trimestres de l'année financière 2008 ainsi qu'une tendance positive continue. Nous avons de plus complété l'année financière en présentant un trimestre où la situation de trésorerie est demeurée neutre, un élément clé démontrant que notre stratégie porte ses fruits.

Je suis très excité par la performance de Mitec en 2008 et je veux remercier toute l'équipe de Mitec pour la détermination démontrée ainsi que son désir constant de performer, deux éléments qui permettent à Mitec de se différencier et d'obtenir du succès.



**DANIEL PIERGENTILI**

Président et chef de la direction de la société

# RAPPORT DE GESTION

Mitec Telecom Inc. («Mitec» ou la «Société») est un chef de file dans la conception et la fourniture de produits de radiofréquences (« RF ») destinés aux secteurs des télécommunications et des communications par satellite et à divers autres secteurs. La société sert une clientèle internationale composée de fournisseurs de réseaux qui intègrent ses produits à des réseaux sans fil à haut rendement utilisés pour la transmission de la voix et des communications de données/Internet. Établie à Pointe-Claire, au Canada, la société exploite également des installations en Californie et en Chine. Mitec Telecom Inc. est inscrite à la Bourse de Toronto sous le symbole MTM.

Le présent rapport de gestion décrit du point de vue de la direction de Mitec, les résultats que la Société a obtenus au cours de l'année se terminant le 30 avril 2008. Ce rapport de gestion comprend un examen de la situation financière de Mitec et une analyse des activités de chacun des secteurs d'exploitation de Mitec pour l'année terminée le 30 avril 2008 en comparaison avec l'année terminée le 30 avril 2007.

Ce rapport de gestion complète les états financiers consolidés vérifiés pour l'exercice terminé le 30 avril 2008 sans en faire partie. Il vise à aider le lecteur à comprendre et à évaluer les tendances, les risques et les incertitudes revêtant une certaine importance, liés aux résultats d'exploitation de chaque secteur d'activité et il doit être lu avec les états financiers consolidés vérifiés en date du 30 avril 2008. Les états financiers de Mitec ont été dressés conformément aux principes comptables généralement reconnus («PCGR») du Canada. Tous les montants indiqués dans le présent rapport de gestion sont en dollars canadiens, à moins d'indication contraire, et tiennent compte de l'information disponible jusqu'au 24 juillet 2008. Des informations supplémentaires sur la Société sont disponibles sur le site Internet de SEDAR : [www.sedar.com](http://www.sedar.com).

## ÉNONCÉS PROSPECTIFS

Le présent document contient des énoncés prospectifs qui reflètent les attentes actuelles de la Société liées aux événements futurs. Dans la mesure où des déclarations contenues dans ce document contiennent de l'information qui n'est pas de nature historique, ces déclarations sont essentiellement prospectives et souvent identifiées par des mots comme «anticiper», «prévoir», «estimer», «évaluer», «projeter», «planifier» et «croire». Dans le but de fournir aux actionnaires et aux investisseurs potentiels des renseignements concernant Mitec, notamment l'évaluation par la direction des plans et des activités d'exploitation futurs, certains énoncés compris dans le présent rapport de gestion constituent des énoncés prospectifs et sont assujettis à des risques, à des incertitudes et à d'autres facteurs importants qui peuvent amener les résultats d'exploitation réels de la Société à différer de manière importante des résultats exprimés ou envisagés selon ces énoncés. Ces facteurs englobent, sans toutefois s'y limiter, l'incertitude liée à la continuité de l'exploitation, l'incidence de la conjoncture économique générale, la situation dans le secteur, y compris les modifications apportées aux lois et aux règlements, l'intensification de la concurrence, la pénurie de personnel ou de gestionnaires compétents, les fluctuations du prix des marchandises, les taux de change ou les taux d'intérêt, la volatilité des marchés boursiers et les répercussions des conventions comptables promulguées par les autorités de normalisation canadiennes. Certains de ces facteurs sont analysés plus en détail sous la rubrique «Risques et incertitudes» de ce rapport et sous la rubrique « Facteurs de risques » de notre notice annuelle datée du 24 juillet 2008.

Bien que la Société croit que les attentes exprimées dans les énoncés prospectifs sont fondées sur les renseignements disponibles à la date où ils ont été formulés, rien ne peut garantir que ces attentes se révéleront exactes. Le lecteur ne doit pas se fier indûment aux énoncés prospectifs. La Société n'est pas dans l'obligation de mettre à jour ces énoncés prospectifs à moins d'y être tenue selon les lois sur les valeurs mobilières applicables. Tous les énoncés prospectifs ultérieurs, qu'ils soient exprimés verbalement ou par écrit par la Société ou quiconque agissant pour son compte, doivent être considérés expressément à la lumière des mises en garde susmentionnées.

#### **APPROBATION DES ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**

Avant leur publication, les états financiers consolidés annuels de Mitec et ce rapport de gestion, selon la recommandation du comité de vérification, ont été approuvés par le conseil d'administration.

#### **PROFIL**

Mitec Telecom Inc. a été constituée en 1972. Ses activités, qui consistent en la conception et la fabrication de produits de télécommunications, se répartissent en deux principaux secteurs d'activité : les télécommunications sans-fil («Télécommunications») et les communications par satellite et terrestres («Communications par satellite»).

Le secteur Télécommunications comporte la conception, la fabrication et la vente de sous-systèmes de conditionnement et d'amplification de RF de pointe pour les stations de base sans-fil et cellulaires. Ces composantes sont distribuées partout dans le monde et sont intégrées à des infrastructures de communication sans fil à haut débit qui permettent la transmission de la voix, des communications Internet/données et finalement, les communications multimédias.

Le secteur Communications par satellite dégage des produits d'exploitation de la conception, de la fabrication et de la vente de composantes et de sous-systèmes RF destinés aux stations terrestres de relais par satellite que les fournisseurs de services de diffusion télévisuelle directe par satellite intègrent à leurs réseaux de micro stations terriennes utilisant les terminaux à très petite ouverture d'antenne (« TTPO »). Le secteur génère aussi des produits des applications des amplificateurs de puissance pour les communications commerciales et militaires ainsi que les systèmes radar.

Le siège social de Mitec est situé à Pointe-Claire, au Canada et la Société possède d'autres exploitations à Suzhou (Chine) et Poway (États Unis). Au 30 avril 2008, la Société comptait 401 employés à l'échelle mondiale.

## FAITS SAILLANTS

Le 25 septembre 2007, la Société a annoncé la conclusion de l'acquisition, effective le 17 septembre 2007, de Keragis Corporation, une entreprise implantée en Californie œuvrant dans le domaine de la fabrication d'amplificateurs spécialisés de prochaine génération destinés aux systèmes de communications radars et militaires. L'acquisition de l'entreprise a été payée par l'émission de 32 840 625 actions ordinaires de Mitec pour une valeur de 4,9 millions \$ et par le paiement de 1,2 millions \$ en espèce, financé par l'émission de débentures convertibles le 19 octobre 2007. La Société a de plus annoncé que le président de Keragis, monsieur Robert Rector, était nommé chef de la direction technologique de Mitec Telecom et que l'on présenterait sa candidature pour le conseil d'administration de la Société au cours de la prochaine assemblée annuelle des actionnaires.

Le 19 octobre 2007, la Société a annoncé la clôture d'un financement de débentures convertibles d'une valeur de 2,5 millions \$. Les débentures sont convertibles en actions ordinaires de Mitec au moindre de 0,18 \$ et du prix du marché (sujet à un minimum de 0,12 \$), elles ne sont pas garanties et portent intérêt à 10% par année. Les acheteurs obtiennent également des bons de souscription qui leur donnent le droit d'acheter jusqu'à 13 889 889 actions ordinaires au prix de 0,18 \$ jusqu'au 17 octobre 2009. Durant l'exercice, 1 055 000 \$ de débentures ont été converties en actions ordinaires au prix de 0,12 \$ par action.

Le 24 octobre 2007, la Société a annoncé que messieurs Robert Boisjoli et David B. Parkes avaient été nommés au conseil d'administration de la Société.

Le 9 janvier 2008, la Société a nommé Jeffrey Mandel au poste de directeur des relations avec les investisseurs et des relations d'entreprise. M. Mandel sera responsable de la création et de la gestion d'une stratégie intégrée de communications commerciales pour Mitec. M. Mandel assumera la gestion des communications de Mitec avec les investisseurs ainsi que d'autres fonctions connexes, comme les communications de la haute direction, les relations avec les analystes et les relations publiques.

Le 23 janvier 2008, la Société a annoncé qu'elle a conclu une entente en vertu de laquelle elle fournira, au cours des deux prochaines années, ses amplificateurs sur tour robustes à une importante entreprise de télécommunications sans fil nord-américain. Ces équipements sont fabriqués à notre usine en Chine et la recherche et développement est réalisée au Canada.

Le 31 janvier 2008, la Société a annoncé un nouveau contrat en vertu duquel elle fournira son produit TTPO, également connu sous le nom de convertisseur élévateur de bloc de fréquences TTPO, à un important exploitant de réseau cellulaire en Afrique. Tel que prévu, la commande initiale était la première d'une série de commandes concernant le support de développement du réseau cellulaire dans les régions de l'Afrique. Les livraisons découlant de cette entente ont débuté durant le dernier trimestre de l'exercice 2008 et devraient se poursuivre tout au long des deux prochains trimestres de 2009.

Le 7 février 2008, la Société a annoncé une série de bons de commande pour ses filtres d'atténuation d'interférences pour ses services mobiles sans fil auprès d'un important fournisseur de télécommunications chinois, totalisant 2,7 millions \$. Ce matériel de Mitec est destiné à l'expansion d'un réseau en Amérique du sud. Les livraisons devraient être effectuées au cours des trois à six prochains mois.

Le 14 février 2008, la Société a annoncé l'expansion de ses capacités de production en Chine. Les nouvelles installations louées augmenteront la superficie de l'unité de production de Mitec à 38 000 pieds carrés, en comparaison des 20 000 pieds carrés de superficie actuelle. Situées à quelques kilomètres de l'ancienne unité de production que Mitec avait établie à Suzhou, en Chine, les nouvelles installations étaient entièrement opérationnelles en avril 2008.

Le 19 février 2008, la Société a annoncé que sa technologie satellitaire de prochaine génération avait été installée dans une station de base GSM dans la chaîne de montagnes de l'Himalaya dans le cadre d'un projet de China Mobile visant à assurer la couverture vidéo du passage de la flamme olympique des Jeux de Beijing.

Le 26 février 2008, la Société a dévoilé ses solutions d'amplificateur de prochaine génération conçues par Keragis, société qu'elle a récemment acquise, à la conférence et exposition Satellite 2008, qui s'est tenue à Washington, D.C.

Le 5 mars 2008, la Société a annoncé qu'elle avait reçu une deuxième commande d'un important exploitant de réseau cellulaire en Afrique, laquelle porte sur son composant TTPO, également connu sous le nom de convertisseur élévateur de bloc de fréquences TTPO.

Le 2 avril 2008, Mitec a annoncé la troisième commande d'un important exploitant de réseau cellulaire en Afrique, laquelle porte sur son composant TTPO), également connu sous le nom de convertisseur élévateur de bloc de fréquences TTPO. La fabrication se déroulera dans les installations de Montréal et la livraison des produits devrait avoir lieu au cours des prochains mois.

Suite à la fin de l'exercice, le 20 mai 2008, la Société a annoncé qu'elle venait de recevoir une commande de produits de solution sans fil d'une valeur de 3 millions \$ d'un important fournisseur de télécommunications. Les produits seront livrés au cours des trois à six prochains mois.

## PRINCIPALES INFORMATIONS FINANCIÈRES TRIMESTRIELLES

Le tableau suivant présente les principales informations financières pour les trimestres de l'exercice courant et de l'exercice précédent. Certains chiffres correspondant de 2007 ont été reclassés afin de les rendre comparables à ceux de 2008.

(en milliers de dollars, sauf les données par action)

	2008				2007			
	T4	T3	T2	T1	T4	T3	T2	T1
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Chiffre d'affaires	<b>10 766</b>	<b>9 829</b>	<b>7 978</b>	<b>7 603</b>	7 757	8 536	8 838	8 676
Bénéfice brut	<b>2 399</b>	<b>1 959</b>	<b>1 697</b>	<b>2 063</b>	2 581	901	1 780	188
Frais de recherche et développement	<b>1 300</b>	<b>1 041</b>	<b>1 129</b>	<b>1 007</b>	235	1 405	1 793	2 022
Frais de vente et d'administration	<b>1 577</b>	<b>1 563</b>	<b>1 603</b>	<b>1 486</b>	1 442	1 824	2 050	2 023
Frais de restructuration et autres dépenses	—	—	—	—	196	190	1 342	—
Perte découlant des activités poursuivies	<b>(1 751)</b>	<b>(1 352)</b>	<b>(2 341)</b>	<b>(977)</b>	(1 133)	(2 555)	(4 255)	(4 421)
Perte nette	<b>(1 751)</b>	<b>(1 352)</b>	<b>(2 341)</b>	<b>(977)</b>	(1 133)	(2 555)	(4 255)	(4 429)
Résultat par action – de base et dilué								
-Perte des activités poursuivies	<b>(0,01)</b>	<b>(0,01)</b>	<b>(0,01)</b>	<b>(0,01)</b>	(0,01)	(0,02)	(0,04)	(0,06)
-Perte nette	<b>(0,01)</b>	<b>(0,01)</b>	<b>(0,01)</b>	<b>(0,01)</b>	(0,01)	(0,02)	(0,04)	(0,06)
Total de l'actif	<b>40 043</b>	<b>40 602</b>	<b>38 864</b>	<b>31 261</b>	33 163	34 770	38 769	36 086
Dette à long terme	<b>1 124</b>	<b>1 464</b>	<b>2 112</b>	<b>693</b>	797	1 083	1 555	1 734
Trésorerie et équivalents de trésorerie et placement à court terme	<b>4 861</b>	<b>5 164</b>	<b>4 252</b>	<b>4 418</b>	6 361	6 364	8 251	3 985

## RÉSULTATS DU QUATRIÈME TRIMESTRE

### CHIFFRE D'AFFAIRES

Le chiffre d'affaires consolidé pour le quatrième trimestre terminé le 30 avril 2008 a atteint 10,8 millions \$, reflétant une augmentation de 39 % en regard de la même période il y a un an. La hausse du chiffre d'affaires de la Société est imputable à l'augmentation de la demande pour les produits de télécommunications sans fil pour les pays émergents. Les livraisons du secteur Télécommunications ont augmenté de 3,3 millions \$, ou de 166 %, pendant le quatrième trimestre, comparativement à la même période l'année précédente. Cette hausse s'explique principalement par un niveau élevé de ventes reliées au déploiement de réseaux de télécommunications sans fils dans les pays émergents. Le secteur Communications par satellite, qui a dégagé 50 % du total des produits d'exploitation, a diminué de 0,3 million \$ à 5,4 millions \$ ou 6 %, comparativement au quatrième trimestre de l'exercice 2007. La baisse de la devise américaine qui a continué d'influencer négativement les revenus puisque la majorité des ventes sont libellées en dollars américains.

(en milliers de dollars)

	2008				2007			
	T4	T3	T2	T1	T4	T3	T2	T1
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
<b>Télécommunications</b>	<b>5 360</b>	<b>4 362</b>	<b>2 189</b>	<b>2 973</b>	2 015	2 641	3 206	4 071
% du total des produits	<b>49,8 %</b>	<b>44,4 %</b>	<b>27,4 %</b>	<b>39,1 %</b>	26,0 %	30,9 %	36,3 %	46,9 %
<b>Communications par satellite</b>	<b>5 406</b>	<b>5 467</b>	<b>5 789</b>	<b>4 630</b>	5 742	5 895	5 632	4 605
% du total des produits	<b>50,2 %</b>	<b>55,6 %</b>	<b>72,6 %</b>	<b>60,9 %</b>	74,0 %	69,1 %	63,7 %	63,1 %

## BÉNÉFICE BRUT

La marge brute pour le quatrième trimestre de l'exercice 2008 a diminué de 0,2 million \$ passant de 2,6 millions \$ au quatrième trimestre de l'exercice 2007 à 2,4 millions \$. Les avantages d'un plus grand volume de ventes permettant une plus grande absorption des frais généraux ont été grandement réduits par la forte appréciation du dollar canadien contre le dollar américain, devise avec laquelle la majorité des ventes sont libellées alors que la majorité des dépenses sont libellées en dollars canadiens. La marge brute du secteur Télécommunications a connu une augmentation de 0,4 million \$ passant d'une marge de 0,5 million \$ pour la même période l'année dernière, à plus de 0,9 million \$ pour l'exercice 2008. Cette performance est le résultat de ventes plus importantes des nouvelles technologies dans l'équipement de conditionnement RF qui comportaient des marges brutes faibles combinés avec un volume élevé de ventes de produits ainsi que le déploiement de réseau en Inde et en Asie. La marge brute du secteur Communications par satellite a connu une baisse de 0,5 million \$, passant de 2,0 millions \$ au quatrième trimestre de l'exercice 2007 à 1,5 millions \$ au quatrième trimestre de l'exercice 2008. La marge brute est passée de 35 % à 28 % au quatrième trimestre en raison principalement de la baisse de la devise américaine tel que décrit précédemment.

(en milliers de dollars)

	2008				2007			
	T4	T3	T2	T1	T4	T3	T2	T1
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
<b>Télécommunications</b>	903	867	345	737	543	(978)	(27)	(930)
% du total des produits	16,8 %	19,9 %	15,8 %	24,8 %	26,9 %	(37,0)%	(0,8)%	(22,8)%
<b>Communications par satellite</b>	1 496	1 091	1 352	1 327	2 038	1 879	1 807	1 118
% du total des produits	27,7 %	20,0 %	23,4 %	28,7 %	35,5 %	31,9 %	32,1 %	24,3 %

## FRAIS DE RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT

Les frais de recherche et développement (R et D), réduits des crédits d'impôt à l'investissement, pour le quatrième trimestre de l'exercice 2008 ont augmenté de 24 %, passant de 1,0 million \$ lors du quatrième trimestre de l'exercice 2007 à 1,3 millions \$. La Société a investi largement dans les programmes de développement reliés à la diffusion HPA ainsi que dans les applications de Keragis. Ces investissements sont concentrés autour des programmes clé pour les marchés reliés aux DVBH ainsi qu'aux programmes militaires américains et permettront à Mitec de devancer ses concurrents.

## FRAIS DE VENTE ET D'ADMINISTRATION

Les frais de vente et d'administration de la Société pour le quatrième trimestre de l'exercice 2008 ont augmenté de 9 %, passant de 1,4 millions \$ à 1,6 millions \$. L'augmentation est le résultat d'un plus grand volume de vente qui a entraîné avec lui la portion variable de la rémunération des vendeurs.

## PERTE DÉCOULANT DES ACTIVITÉS POURSUIVIES ET PERTE NETTE

La perte découlant des activités poursuivies et la perte nette pour le quatrième trimestre de l'exercice 2008 se sont établies à 1,8 millions \$, ou 0,01 \$ par action, comparées à 1,1 millions \$, ou 0,01 \$ par action, pour le même trimestre de l'exercice 2007. L'augmentation de la perte découlant des activités poursuivies et de la perte nette est principalement imputable à la baisse de la marge brute et l'augmentation de la dépense en R et D tel que décrit ci haut. L'augmentation du nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation a eu un effet sur le résultat par action pour l'exercice actuel.

## BÉNÉFICE AVANT INTÉRÊTS, IMPÔTS ET AMORTISSEMENT (BAIIA)

A titre d'information supplémentaire à la mesure des revenus basés sur les PCGR canadiens, ce rapport de gestion présente le bénéfice avant intérêts, impôts et amortissement («BAIIA»). Les amortissements incluent les dépréciations d'immobilisations corporelles et d'actifs incorporels, des charges reportés et des placements. Les intérêts incluent la charge d'intérêts sur la dette bancaire et sur les prêts à long terme réduits des revenus d'intérêts. Le BAIIA est fourni afin d'aider le lecteur à déterminer la capacité de la Société à générer des flux de trésorerie positifs de ses opérations. La Société a présenté de plus le BAIIA ajusté provenant de ses activités poursuivies de manière à présenter l'impact des frais de restructuration, du taux de change, de la rémunération à base d'actions et du recouvrement des crédits d'impôt non remboursables. Le BAIIA n'est pas une mesure standardisée respectant les PCGR et peut ne pas être comparable à ceux présentées par d'autres corporations.

Le tableau suivant présente la réconciliation entre le BAIIA et l'évaluation des PCGR dans les états des résultats consolidés intermédiaires non vérifiés pour les huit derniers trimestres, il présente de plus le BAIIA ajusté.

(en milliers de dollars)

	2008				2007			
	T4	T3	T2	T1	T4	T3	T2	T1
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Perte découlant des activités poursuivies	(1 751)	(1 352)	(2 341)	(977)	(1 133)	(2 555)	(4 255)	(4 421)
Impôts sur les bénéfices	(97)	—	—	—	814	—	(67)	(114)
Amortissement et dépréciation des immobilisations corporelles, des actifs incorporels, des charges reportées et des placements	1 305	1 248	823	769	873	1 075	988	1 084
Intérêts	36	302	78	24	17	59	64	924
BAIIA découlant des activités poursuivies	(507)	198	(1440)	(184)	571	(1 421)	(3 270)	(3 359)
Effet des coûts de restructuration, taux de change et rémunération à base d'actions	472	(297)	930	293	850	658	1 787	97
Effet du recouvrement des crédits d'impôts non remboursables	—	—	—	—	(814)	—	—	—
BAIIA ajusté découlant des activités poursuivies	(35)	(99)	(510)	109	606	(763)	(1 483)	(3 262)

## PRINCIPALES INFORMATIONS FINANCIÈRES ANNUELLES

Le tableau suivant présente les principales informations financières qui sont dérivés de nos états financiers consolidés vérifiés des trois derniers exercices:

Exercices terminés les 30 avril  
(en milliers de dollars, sauf les données par action)

	<b>2008</b>	<b>2007</b>	<b>2006</b>
	\$	\$	\$
Chiffre d'affaires	<b>36 176</b>	33 807	44 510
Bénéfice brut	<b>8 118</b>	5 450	5 346
Frais de recherche et développement	<b>4 477</b>	5 455	7 335
Frais de vente et d'administration	<b>6 229</b>	7 339	9 147
Frais de restructuration et autres charges	—	1 728	1 764
Perte découlant des activités poursuivies	<b>(6 421)</b>	(12 364)	(17 446)
Perte nette	<b>(6 421)</b>	(12 372)	(17 567)
Résultat par action – de base et dilué:			
-Activités poursuivies	<b>(0,03)</b>	(0,10)	(0,23)
-Perte nette	<b>(0,03)</b>	(0,10)	(0,23)
Total de l'actif	<b>40 043</b>	33 163	46 972
Dette à long terme	<b>1 124</b>	797	1 911
Trésorerie et équivalents de trésorerie et placements à court terme	<b>4 861</b>	6 361	11 557

## RÉSULTATS D'EXPLOITATION

### VARIATIONS DES RÉSULTATS D'EXPLOITATION

Dans le passé, nos résultats d'exploitation ont connu de fortes variations, d'une période à l'autre. Il est probable qu'il en soit de même à l'avenir. Nous prévoyons que nos résultats d'exploitation trimestriels et annuels seront tributaires de plusieurs facteurs dans un avenir prévisible, dont l'acceptation par le marché de nouveaux produits développés, le progrès de notre programme de réduction des coûts de plusieurs frais fixes et la conclusion de certaines initiatives d'ententes de partenariat. En raison de ces variations, nous croyons que les comparaisons d'une période à l'autre de nos résultats d'exploitation ne donnent pas une bonne idée de notre rendement futur.

### CHIFFRE D'AFFAIRES

Pour la période de douze mois terminée le 30 avril 2008, le chiffre d'affaires consolidé s'élevait à 36,2 millions \$, une augmentation de 7 % ou 2,4 millions \$ par rapport à l'année précédente. L'augmentation du chiffre d'affaires de la Société est imputable à l'augmentation du nombre de livraisons du secteur Télécommunications qui a augmenté de 2,9 millions \$, ou de 25 %, comparativement à l'année précédente. Cette augmentation s'explique principalement par le plus grand volume de vente auprès des pays émergents. Les ventes du segment Communications par satellite ont diminués de 0,6 million \$ pour atteindre 21,3 millions \$, ou 3 % par rapport à l'année précédente, malgré une plus grande pénétration des nouveaux produits lancés cette année dans le marché du TTPO, ce résultat positif a malheureusement été affecté négativement en raison de la forte baisse de la devise américaine.

### Distribution géographique

	Amérique du Nord	Europe	Asie	Autre
<b>2008</b>	<b>33%</b>	<b>24%</b>	<b>32%</b>	<b>11%</b>
2007	44%	22%	26%	8%
2006	34%	35%	25%	6%

## BÉNÉFICE BRUT

Le bénéfice brut pour l'exercice 2008 a augmenté de 2,7 millions \$ à 8,1 millions \$ comparativement à 5,5 millions \$ l'année précédente. Cette importante augmentation est le résultat de plusieurs facteurs tels que la meilleure absorption des frais fixes grâce au plus fort volume de vente, les ventes de nouveaux produits récemment introduits sur le marché ayant des marges brutes plus importantes et les bénéfices résultant de notre programme de restructuration. La marge brute du secteur Télécommunications a connu une augmentation de 4,2 millions \$ passant d'une marge brute négative de 1,4 millions \$ l'exercice précédent à 2,9 millions \$ pour l'exercice 2008. Cette augmentation est le résultat d'un chiffre d'affaires portant des meilleures marges brutes et de l'impact de la réduction de la valeur des stocks comptabilisée au cours des exercices précédents. La marge brute du secteur Communications par satellite a connu une baisse de 1,6 millions \$, passant de 6,8 millions \$ à l'exercice 2007 à 5,3 millions \$ durant l'exercice courant. La marge brute est passée de 31,3 % à 24,7 %, en raison principalement de la baisse de la devise américaine durant les trois derniers trimestres.

Exercices terminés les 30 avril (en milliers de dollars)

	2008	2007	2006
	\$	\$	\$
<b>Télécommunications</b>	<b>2 853</b>	(1 392)	(265)
% du chiffre d'affaires	<b>19.2 %</b>	(11.7)%	(1.0)%
<b>Communications par satellite</b>	<b>5 265</b>	6 842	5 613
% du chiffre d'affaires	<b>24.7 %</b>	31.3 %	28.1 %

## FRAIS DE RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT

Les frais de recherche et développement (R et D), réduits des crédits d'impôt à l'investissement, pour l'exercice 2008 ont diminué de 18 %, passant de 5,5 millions \$ à l'exercice 2007 à 4,5 millions \$. Cette diminution est imputable à la réduction des investissements dans le secteur des communications sans fils puisque ces produits entament les dernières étapes d'approbation. Cette baisse a été en partie compensée par l'augmentation des dépenses de R et D suite à l'acquisition de la société Keragis. La Société est confiante que cette baisse des investissements en R et D n'aura qu'un impact minime dans le développement de produits futurs.

## FRAIS DE VENTE ET D'ADMINISTRATION

Les frais de vente et d'administration de la Société pour l'exercice 2008 ont diminué de 15 %, passant de 7,3 millions \$ à 6,2 millions \$. Cette diminution résulte du programme de restructuration.

## CHARGES FINANCIÈRES

Les charges financières ont atteint 0,6 million \$ durant l'exercice courant comparativement à 0,4 million \$ pour l'exercice précédent. Cette augmentation est le résultat de l'émission des débetures convertibles durant l'exercice.

## AMORTISSEMENT DES ACTIFS INCORPORELS

L'amortissement des actifs incorporels a baissé 0,3 million \$ à 1,1 millions \$ à l'exercice 2008 comparativement à 1,4 millions \$ pour la même période l'année précédente suite à la radiation d'actifs incorporels dans le secteur des Télécommunications au cours des exercices précédents.

## RÉMUNÉRATION À BASE D'ACTIONS

Le montant de la charge constatée au cours de l'exercice à titre de rémunération à base d'actions s'est élevé à 0,6 million \$ comparativement à 0,5 million \$ pour l'année précédente.

## DÉPRÉCIATION DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES

La direction passe régulièrement en revue la valeur comptable des immobilisations corporelles selon le plan stratégique de la Société et le contexte commercial dans lequel elle évolue. Au cours de l'exercice et suite à un examen de ses emplacements, la Société a comptabilisé une réduction de la valeur de ses immobilisations corporelles de 0,1 million \$.

## **DÉPRÉCIATION DES ACTIFS INCORPORELS**

La direction passe régulièrement en revue la valeur comptable des actifs incorporels et évalue si une réduction de valeur devait être considérée. Au cours de l'exercice, la Société a comptabilisé une dépense requise de 40 000 \$ qui a affecté le résultat net; pour l'exercice fiscal précédent, une dépréciation de 0,2 million \$ avait été requise.

## **IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES**

La Société a encouru un recouvrement d'impôt de 0,1 million \$ relié à l'amortissement des actifs intangibles acquis. Au cours de l'exercice de 2007, une charge de 0,6 million \$ à titre d'impôts suite à la comptabilisation de certains crédits d'impôt à l'investissement fédéraux non comptabilisés précédemment avait été inscrite.

## **PERTE DÉCOULANT DES ACTIVITÉS POURSUIVIES**

La perte découlant des activités poursuivies pour l'exercice se terminant le 30 avril 2008 s'établit à 6,4 millions \$, ou 0,03 \$ par action, une amélioration de 6,0 millions \$ comparé à une perte de 12,4 millions \$, ou 0,10 \$ par action, pour l'exercice terminé le 30 avril 2007. La baisse de la perte découlant des activités poursuivies résulte de marges brutes favorables provenant des activités d'exploitation jumelées à l'effet positif du programme de restructuration. L'augmentation des actions ordinaires pondérées a eu une incidence sur la perte par action pour l'exercice en cours.

## **PERTE NETTE**

Pour l'exercice 2008, la perte nette s'est chiffrée à 6,4 millions \$, ou 0,03 \$ par action, contre 12,4 millions \$, ou 0,10 \$ par action, pour l'exercice 2007. La baisse de la perte nette résulte des mêmes facteurs énoncés précédemment.

## **SITUATION DE TRÉSORERIE ET SOURCES DE FINANCEMENT**

### **FLUX DE TRÉSORERIE D'EXPLOITATION**

Les flux de trésorerie affectés aux activités d'exploitation se sont améliorés de 76 % passant de 7,9 millions \$ négatif l'année précédente à 1,9 millions \$ pour l'exercice courant; les améliorations apportées à la marge brute ainsi les effets bénéfiques du plan de restructuration des dépenses discuté plus tôt sont les principaux facteurs qui ont contribué à cette amélioration.

### **FLUX DE TRÉSORERIE D'INVESTISSEMENT**

Les flux de trésorerie provenant des activités d'investissement se sont élevés à 1,9 millions \$ pour l'exercice se terminant le 30 avril 2008 en raison de l'acquisition de Keragis (1,2 millions \$) et d'achats d'équipements (0,7 million \$) réalisés au cours de l'exercice. En 2007, les flux de trésorerie provenant des activités d'investissement représentaient une contribution positive de 9 millions \$ suite à la vente de placements à court terme.

### **FLUX DE TRÉSORERIE DE FINANCEMENT**

Les activités de financement ont occasionné des rentrées de fonds de 2,2 millions \$ découlant de l'émission de débentures convertibles d'un montant de 2,5 millions \$. En 2007, les flux de trésorerie provenant des activités de financement s'élevait à 3,4 millions \$ et étaient composés de l'émission d'actions ordinaires pour une valeur de 10,4 millions \$ dont 7,3 millions \$ a été utilisé pour le remboursement de la dette à long-terme et de la dette bancaire.

## **RISQUES ET INCERTITUDES**

Mitec opère dans des segments de l'industrie qui sont chacun sujets à une variété de risques et d'incertitudes. Si l'un des risques suivants se matérialise, les activités, les résultats d'exploitation ou la situation financière de la Société pourrait en être grandement affecté défavorablement, tel que décrit ci-bas. Des risques et incertitudes additionnelles présentement inconnus de la Société ou présentement non significatifs pourrait avoir un impact défavorable sur son exploitation dans le futur.

## INCERTITUDE QUANT À LA CONTINUITÉ DE L'EXPLOITATION

Les états financiers consolidés se rattachant au présent rapport sont fondés sur l'hypothèse de la continuité de l'exploitation de l'entité, c'est-à-dire sur l'hypothèse que la Société poursuivra ses activités dans un avenir prévisible et sera en mesure de réaliser ses actifs et de s'acquitter de ses dettes dans le cours normal de ses activités.

Au cours des sept derniers exercices, la Société a connu des pertes et ne possède pas actuellement les moyens de financement qui lui permettraient de supporter ses pertes continues. Au cours des dernières années, la Société a financé ses frais d'exploitation et ses dépenses en capital au moyen de l'émission de titres d'emprunt et de capitaux propres. La continuité de l'exploitation de la Société dépend, entre autres, de sa capacité à atteindre un niveau satisfaisant de produits, du soutien de ses clients, d'un retour à des activités d'exploitation rentables et de sa capacité de générer des flux de trésorerie d'exploitation suffisants, de conclure de nouveaux arrangements financiers et de trouver de nouvelles sources de financement. Ces questions dépendent d'un certain nombre de facteurs échappant au contrôle de la Société et il existe une incertitude quant à la continuité de son exploitation.

Les états financiers consolidés ne reflètent aucun des redressements qui seraient nécessaires si l'hypothèse de continuité d'exploitation s'avérait inapplicable. Si tel était le cas, des redressements significatifs de la valeur comptable de l'actif et du passif et des charges présentées ainsi que des modifications du classement des éléments du bilan seraient nécessaires pour ces états consolidés.

Face aux incertitudes décrites, la direction projette de prendre les mesures suivantes :

1. Approcher des prêteurs potentiels afin de sécuriser le financement des opérations.
2. Analyser les diverses possibilités pour augmenter les secteurs d'activités des télécommunications et des communications par satellite.

Au cours de l'exercice terminé le 30 avril 2008, la Société a conclu les transactions suivantes afin d'aborder certaines des incertitudes décrites ci-dessus :

- a. La Société a complété l'acquisition de Keragis Corporation, une entreprise implantée en Californie œuvrant dans le domaine de la conception et la fabrication d'amplificateurs de haute puissance à état solide d'hyperfréquences destinés aux systèmes de communications radars et militaires.
- b. La Société a complété un financement de débetures convertibles pour un montant de 2,5 millions \$.
- c. La Société a annoncé qu'elle avait signé des ententes commerciales :
  - Elle fournira, au cours des deux prochaines années, ses amplificateurs sur tour robustes à une importante entreprise de télécommunications sans fil nord-américain;
  - Elle fournira son produit block convertisseur élévateur TTPO, à un important exploitant de réseau cellulaire en Afrique;
  - Elle fournira ses filtres d'atténuation d'interférences pour ses services mobiles sans fil auprès d'un important fournisseur de télécommunications chinois, totalisant 2,7 millions \$.
- d. La Société a dévoilé ses solutions d'amplificateur de prochaine génération conçues par Keragis, société qu'elle a récemment acquise.

La direction est d'avis que, grâce aux mesures susmentionnées ainsi qu'au soutien continu des actionnaires et des clients actuels de la Société, celle-ci pourra poursuivre son exploitation normalement. Cependant, il n'existe aucune certitude que ces mesures suffiront à permettre la poursuite des activités de la Société dans le cours normal des affaires.

## RISQUE LIÉ À L'INDUSTRIE

Notre succès sur le marché du sans fil commercial est tributaire dans une large mesure des investissements de nos clients dans des infrastructures sans fil. Étant donné que le marché du sans fil commercial n'a commencé à se redresser que récemment, il est difficile de prédire s'il prendra de l'expansion, ou, le cas échéant, le rythme auquel il le fera. Nos clients pourraient diminuer leurs dépenses en immobilisations en réaction à la baisse actuelle et prévue de la demande des consommateurs à l'égard de leurs produits et services. Si l'incertitude économique actuelle se poursuit, la demande de nos produits sans fil commerciaux pourrait diminuer considérablement ou ne pas s'accroître, ce qui aurait un effet défavorable sur nos produits d'exploitation. En outre, la nécessité d'investir dans l'ingénierie, la recherche et le développement et la commercialisation requis pour pénétrer les marchés et maintenir le service à la clientèle limitent notre pouvoir de comprimer les frais en période de ralentissement économique.

## **DÉPENDANCE À L'ÉGARD DE QUELQUES CLIENTS**

La Société est exposée à un risque qui découle du fait qu'elle dépend de certains contrats et clients importants. Au cours de l'exercice 2008, la Société a réalisé 31 % de son chiffre d'affaires auprès d'un client principal. Bien que la Société déploie des efforts considérables pour entretenir ses relations avec ses clients, rien ne peut garantir que Mitec sera en mesure de réaliser à des conditions avantageuses des ventes auprès de ces clients dans le futur, ni que ceux-ci continueront de s'approvisionner auprès de Mitec. Toutes les modifications apportées à leurs stratégies commerciales, aux échéances, ou aux questions de commercialisation, peuvent avoir une incidence financière considérable sur Mitec. Mitec s'emploie énergiquement à accroître sa clientèle et à diversifier ses réseaux des ventes dans chaque secteur, afin d'atténuer ce risque. Par ailleurs, Mitec maintiendra une stratégie de croissance équilibrée surtout afin d'exploiter le caractère anticyclique des activités des secteurs des télécommunications et des communications par satellites.

## **SECTEUR D'ACTIVITÉ DES CLIENTS**

En règle générale, les composantes et les sous-systèmes intégrés offerts doivent être conçus sur mesure aux fins d'utilisation dans les produits de nos clients. Par conséquent, nous écoulons nos produits auprès d'un nombre relativement modeste de clients, et nous devons incorporer à nos produits des caractéristiques techniques propres à chaque client. Nous choisissons nos clients en évaluant leurs chances de réussite sur le marché, toutefois, celle-ci n'est pas assurée. Si nos clients n'obtiennent pas le succès escompté, le temps requis pour adapter les caractéristiques techniques de notre produit aux exigences d'un autre client peut reporter le moment où nos ventes sont réalisées ou nous empêcher d'offrir nos produits sur le marché en temps opportun, voire de les offrir. Si, pour une raison ou pour une autre, nos clients décidaient de produire eux-mêmes leurs systèmes et sous-systèmes RF et hyperfréquences, d'augmenter le pourcentage de la production prise en charge, de nous imposer une fabrication conjointe ou encore de nous faire directement concurrence, nos produits d'exploitation chuteraient, entraînant des retombées défavorables sur nos résultats d'exploitation.

## **RISQUE LIÉ À LA PRODUCTION**

Nos résultats trimestriels ont fluctué considérablement dans le passé et cette tendance est susceptible de se maintenir. Ces fluctuations découlent d'un certain nombre de facteurs, notamment l'échéancier, l'annulation ou le report des estimations des clients à l'égard d'un produit, les commandes des clients et les expéditions qui leur sont destinées, l'établissement des prix et la combinaison des produits vendus, le lancement de nouveaux produits; notre capacité d'obtenir des composantes et des sous-ensembles auprès des fournisseurs, et les variations quant à l'efficacité du processus de fabrication. L'un quelconque de ces facteurs pourrait avoir d'importantes répercussions sur nos résultats d'exploitation d'un trimestre donné.

Par ailleurs, dans certains cas nous dépendons de fournisseurs uniques ou d'un choix limité de fournisseurs pour obtenir les services et le matériel nécessaires à la fabrication de nos produits. Si nous ne parvenons pas à obtenir une quantité suffisante de ces composantes, la production et la livraison des produits seront retardées, nous risquerons de perdre des clients et notre rentabilité pourra en subir les conséquences.

Notre dépendance envers des fournisseurs uniques engendre d'autres risques comme un contrôle moins serré des coûts de production, du calendrier de livraison, de la fiabilité et de la qualité des matériaux. Tout défaut d'obtenir la livraison en temps voulu d'un matériel de qualité acceptable ou toute autre circonstance qui nous obligerait à rechercher d'autres fournisseurs, est susceptible de diminuer notre capacité de livrer nos produits aux clients. Bien qu'il soit peu probable que nous subissions une augmentation des coûts, lesquels sont strictement gérés au moyen d'ententes officieuses à long terme avec nos principaux fournisseurs, une telle augmentation pourrait se traduire en pertes si nous ne parvenons pas à les récupérer aux termes d'engagements de production à prix fixe auprès de nos clients.

## **RISQUE LIÉ À L'EXPLOITATION**

Les activités qu'exerce la Société sont soumises à des risques liés à l'exploitation, notamment la concurrence d'autres entreprises, le rendement des principaux fournisseurs, les garanties relatives au rendement des produits, les risques liés à la réglementation, l'intégration fructueuse des nouvelles acquisitions, la dépendance envers le personnel clé et la dépendance à l'égard des systèmes d'information, lesquels sont tous des facteurs susceptibles d'entraver la capacité de la Société à respecter ses obligations.

## **CHANGEMENTS TECHNOLOGIQUES**

Mitec est conscient de la nécessité de demeurer à la fine pointe de la technologie pour satisfaire les nouveaux besoins de ses clients et garantir le flux de rentrées de fonds émanant de ses clients actuels tout en pénétrant de nouveaux marchés. Notre investissement en R et D demeure un élément primordial de notre entreprise, et continuera d'être complété par des techniques provenant de l'extérieur.

## **CADRES SUPÉRIEURS ET AUTRES EMPLOYÉS CLÉS**

Le succès de la Société est en grande partie attribuable au leadership et à l'expérience de son équipe de direction et de certains employés clés. La perte inattendue de ses cadres ou de certains employés clés ou l'inhabilité de la Société à recruter ou conserver ces individus dans le futur pourrait avoir un effet défavorable sur les résultats d'exploitation et sur les succès de la Société. Afin de mitiger ce risque, la Société évalue et ajuste sa rémunération en fonction des conditions en vigueur dans le marché, et a mis en place un programme de rémunération incitative pour ses employés clés.

## **RAPATRIEMENT DES LIQUIDITÉS DÉGAGÉES PAR UNE FILIALE À L'ÉTRANGER**

La Société dégage des liquidités de sa filiale à l'étranger. Le processus concernant le rapatriement de ces liquidités au Canada est assujéti à des lois gouvernementales et peut faire l'objet de restrictions.

## **CONJONCTURE ÉCONOMIQUE**

Une conjoncture défavorable est susceptible de nuire aux activités de la Société. Par exemple, le ralentissement de la production en raison d'une conjoncture défavorable pourrait entraîner des coûts importants au titre des mises à pied temporaires ou des cessations d'emploi des membres du personnel.

## **TAUX D'INTÉRÊT**

Le risque principal de la Société par rapport aux fluctuations des taux d'intérêt est lié à sa dette à long terme étant donné qu'elle porte intérêt à des taux variables.

## **CONVERSION DE DEVICES**

### **a. Activités canadiennes**

Les actifs et les passifs monétaires libellés en devises sont convertis en dollars canadiens au taux de change en vigueur à la date du bilan. Les actifs et passifs non-monétaires sont convertis en dollars canadiens au taux de change historiques. Les produits et les charges sont convertis en dollars canadiens aux taux de change en vigueur au moment de la transaction. Les gains et les pertes de change découlant de la conversion des éléments libellés en devises sont inclus dans le calcul du résultat net.

### **b. Activités étrangères**

Les actifs et les passifs des filiales étrangères autonomes de la Société, soit Mitec Communications Ltd., Mitec Telecom (Suzhou) Company, Ltd., et Keragis Corporation, sont convertis en dollars canadiens aux taux de change selon la méthode du taux courant. Selon cette méthode, les éléments d'actifs et de passifs sont convertis à l'aide du taux de change en vigueur à la date de la fin de l'exercice et les produits et charges sont convertis au taux de change moyen de l'exercice. Les gains et les pertes sur cette conversion sont comptabilisés et inclus dans le cumul des autres éléments du résultat étendu compris dans les capitaux propres. En cas de réduction de l'investissement net dans une filiale étrangère autonome, un montant proportionnel des gains ou pertes de conversion reportés est constaté en résultat net.

## TAUX DE CHANGE

Une partie substantielle du chiffre d'affaires de Mitec est libellée en monnaie étrangère, surtout en dollars américains, et peut être affectée de manière défavorable par des fluctuations importantes des cours. La Société n'a pas conclu de contrat de couverture de taux de change durant l'exercice de 2008. De plus, la Société détient de la trésorerie et équivalents de trésorerie, certains actifs à court terme et des créditeurs et autres charges à payer en yuan chinois (RMB) et en dollars US (US \$) et elle est donc assujettie au risque de fluctuation des taux de change sur les soldes suivants :

	Au 30 avril 2008		Au 30 avril 2007	
	RMB	US \$	RMB	US \$
<b>ACTIF</b>				
Trésorerie et équivalents de trésoreries	<b>11 288</b>	<b>1 786</b>	4 144	3 446
Débiteurs	<b>34 185</b>	<b>4 924</b>	7 963	3 623
	<b>45 473</b>	<b>6 710</b>	12 107	7 069
<b>PASSIF</b>				
Créditeurs et charges à payer	<b>43 343</b>	<b>2 082</b>	17 482	1 324
	<b>2 130</b>	<b>4 628</b>	(5 375)	5 745

## QUESTIONS D'ORDRE ENVIRONNEMENTAL

Les activités de la Société sont assujetties aux lois et à la réglementation environnementale relatifs aux risques pour la santé humaine et l'environnement. Des modifications à ces lois et règlements sont susceptibles d'avoir un effet préjudiciable important sur les activités et la situation financière de la Société. La Société surveille ces risques au moyen de systèmes et de politiques en matière de gestion des risques environnementaux.

## FLUCTUATION DU COURS DES ACTIONS

Le cours de nos actions ordinaires, à l'instar de celui des actions de plusieurs entreprises du secteur des télécommunications, est soumis à des fortes fluctuations provoquées par divers facteurs, notamment les résultats d'exploitation réels ou anticipés, les annonces d'innovations technologiques, les annonces de nouveaux produits ou des nouveaux contrats que nous avons conclus ou que nos concurrents ou clients ont conclus, l'effet de la réglementation gouvernementale, les développements survenant sur le marché des télécommunications sans fil, ainsi que la conjoncture générale du marché et d'autres facteurs. De plus, les cours et les volumes sur les marchés boursiers ont subi périodiquement d'importantes fluctuations. Ces fluctuations ont eu une incidence particulière sur le cours des actions des sociétés du secteur technologique et n'avaient souvent aucun rapport avec les résultats d'exploitation des entreprises visées. Le cours de nos actions ordinaires s'avère très instable et pourrait le demeurer.

## ÉVENTUALITÉS

En janvier 1997, la Société avait reçu un avis des avocats représentant les résidents d'une maison à Williston, au Vermont, concernant une réclamation éventuelle pour dommages à la propriété et préjudice corporel, en raison de la présence de contaminants dans la nappe d'eau souterraine se trouvant sous la propriété. Dans l'avis, on prétendait que les contaminants provenaient de sources situées sur une parcelle de terrain que louait Mitec Systems, Inc. dans le passé. En 1999, un procès a été intenté au Vermont contre la Société et deux sociétés apparentées pour préjudice corporel non précisé et diminution de la valeur de leurs propriétés résidentielles. La Société a réglé cette poursuite pour environ 240 000 \$ (175 000 \$ US) et a comptabilisé le règlement et les frais juridiques y afférents en 2004. La Société cherche également à obtenir un dédommagement de sa compagnie d'assurances et cette dernière réclame le recouvrement de certains frais auprès de la Société. Le 1er février 2007, la Cour supérieure a rendu un jugement favorable en faveur de la compagnie d'assurances pour un montant de 189 073 \$ plus intérêts. La Société considère avoir plusieurs arguments sérieux et a porté le jugement en appel auprès de la Cour supérieure du Vermont. Cependant, à l'heure actuelle, il est impossible de prévoir l'issue de l'affaire, de sorte qu'aucune provision n'a été constituée.

En février 1999, la Société avait conclu une entente avec l'État du Vermont en vertu de laquelle elle acceptait d'effectuer une investigation du site, et l'État consentait à utiliser ses ressources pour identifier toutes les personnes et les entités éventuellement responsables de la contamination du site. L'État du Vermont avait également demandé à la United States Environmental Protection Agency (« USEPA ») de suspendre son investigation du site. L'investigation du site entreprise par la Société est terminée, et les données et l'information recueillies indiquent qu'il existe un certain nombre d'autres sources possibles de contamination de la nappe souterraine. L'État du Vermont a déclaré ne pas avoir d'argent pour entreprendre les étapes suivantes relativement à la contamination de la nappe souterraine et a demandé à la USEPA de reprendre son investigation sur la contamination. La USEPA a accepté. Dans une lettre datée de mai 2007, la USEPA a informé la Société qu'elle la tenait potentiellement responsable de la contamination du « Ailing Industrial Park » et qu'elle invitait la Société à entamer des négociations avec la USEPA pour résoudre la réclamation de l'agence concernant le remboursement de ses frais. Peu de temps après, la USEPA émettait un avis spécial enclenchant une période de négociations en vertu de statuts réglementaires dans lequel elle déposait une demande formelle de remboursement de ses frais, Mitec a commencé des négociations pour une entente confidentielle de règlement. En réponse aux négociations, la Société a reçu en juillet 2008 une proposition de règlement de la part de la USEPA qu'elle étudie présentement. Cependant, certaines incertitudes demeurent quant à la finalisation des montants qui devront être payés et de certains autres éléments de l'entente de règlement.

L'ancien propriétaire de la Société dans les installations du New Jersey a intenté une poursuite contre la Société et certains de ses sous-locataires pour dommages aux locaux loués. Cependant, à l'heure actuelle, il est impossible de prévoir l'issue de cette affaire, de sorte qu'aucune provision n'a été constituée.

La Société fait face, le cas échéant, à des réclamations et des poursuites dans le cours normal de ses activités. La direction est d'avis qu'une décision finale au sujet de ces poursuites ne peut être prise pour l'instant, mais que celles-ci ne devraient pas avoir d'incidence importante sur la situation financière ou les résultats d'exploitation de la Société.

## OBLIGATIONS CONTRACTUELLES ET ENGAGEMENTS

Le tableau suivant présente un résumé des obligations contractuelles importantes de la Société:

Paiement par périodes (en milliers de dollars)

	Total	1 an	2-3 ans	4-5 ans	Plus de 5 ans
	\$	\$	\$	\$	\$
Dette à long terme	<b>1 124</b>	382	742	—	—
Contrats de location-exploitation	<b>305</b>	118	185	2	—
Total des obligations contractuelles	<b>1 429</b>	500	927	2	—

## ÉLÉMENTS HORS BILAN

Les seuls éléments hors bilan de la Société sont relatifs aux contrats de location-exploitation exclusivement, tel que décrit ci-dessus. À l'exception de ces engagements, qui sont considérés de nature courante des affaires, la Société n'a pas d'autres éléments hors bilan et ne prévoit pas en utiliser, autrement que dans le cours normal des affaires dans un avenir immédiat.

## MODIFICATIONS DE CONVENTIONS COMPTABLES

En date du 1er mai 2007, la Société a adopté les nouveaux chapitres suivants récemment proposés par l'Institut Canadien des Comptables Agréés (« ICCA ») :

### INSTRUMENTS FINANCIERS – COMPTABILISATION ET ÉVALUATION

Le chapitre 3855 précise quand un instrument financier doit être comptabilisé au bilan et à quel montant, parfois à l'aide de la juste valeur, parfois à l'aide de mesures fondées sur le coût selon la classification de l'instrument financier. De plus, les changements dans les évaluations ultérieures, le cas échéant, seront comptabilisés dans le résultat net ou dans le résultat étendu selon la classification de l'instrument financier.

Selon ce nouveau chapitre, tous les actifs financiers sont classés comme détenus à des fins de transaction, placements détenus jusqu'à leur échéance, prêts et créances ou disponibles à la vente. Également, tous les passifs financiers doivent être classés comme détenus à des fins de transaction ou autres passifs financiers. Tous les instruments financiers sont initialement enregistrés au bilan consolidé à leur juste valeur. Après leur évaluation initiale, les instruments financiers doivent être mesurés à leur juste valeur, sauf pour les placements détenus jusqu'à leur échéance, les prêts et créances et les autres passifs financiers, lesquels doivent être comptabilisés à leur coût après amortissement calculé à l'aide de la méthode du taux d'intérêt effectif. L'intérêt effectif relatif aux actifs et aux passifs financiers et le gain ou la perte provenant d'une variation de la juste valeur d'un actif ou passif financier, classés comme détenus pour des fins de transactions, sont inclus en résultat net pour la période à laquelle ils se rapportent. Si un actif financier est classé disponible à la vente, le gain ou la perte devrait être reconnue dans les autres éléments du résultat étendu, jusqu'à ce que l'actif financier soit décomptabilisé au moment où le gain ou la perte sera reconnue au résultat net ou si un placement subit une moins-value durable, sa valeur comptable devrait être réduite compte de cette dépréciation et la réduction devrait être prise en compte dans la détermination du résultat net. Ce nouveau chapitre prévoit aussi que les coûts de transaction liés à l'émission d'instruments financiers soient capitalisés et présentés comme ajustement à de la valeur sous-jacente de l'instrument financier si rattachant ou passés en charge au cours de la période où ils sont engagés. S'ils sont capitalisés, l'amortissement des coûts de transaction doit être passé au résultat selon la méthode du taux d'intérêt effectif. La norme ne permet pas le redressement des états financiers des périodes antérieures.

La Société a mis en place les classements suivants :

- La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont classés à titre d'actifs détenus à des fins de transaction et sont évalués à leur juste valeur.
- Les placements à court terme et placements sont classés comme disponibles à la vente et sont évalués à leur juste valeur.
- Les débiteurs et les autres débiteurs sont classés dans les prêts et créances. Après l'évaluation de leur juste valeur initiale, ils sont évalués au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Pour la Société, le montant évalué correspond généralement, sauf indication contraire, au coût d'origine.
- Les comptes créditeurs, la dette à long terme et les débetures convertibles sont classés comme autres passifs financiers. Après l'évaluation de leur juste valeur initiale, ils sont évalués au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Pour la Société, le montant évalué correspond généralement, sauf indication contraire, au coût d'origine.

L'adoption de ce nouveau chapitre n'a pas nécessité d'ajustements importants aux valeurs comptables des actifs et passifs financiers de la Société comptabilisés au 30 avril 2007. Cependant, étant donné que la Société a choisi de capitaliser les coûts de transaction, des frais de financement reportés de 184 000 \$ au 30 avril 2008 (2007 – 161 000 \$) sont maintenant portés en diminution de la dette à long terme.

## **INSTRUMENTS FINANCIERS – DIVULGATION ET PRÉSENTATION**

Le chapitre 3861 établit des normes de présentation pour les instruments financiers et les dérivés non financiers ainsi que l'information qui doit être présentée

## **RÉSULTAT ÉTENDU ET CAPITAUX PROPRES**

Le chapitre 1530 établit des normes de présentation concernant le résultat étendu. Suite à l'adoption de cette norme, le montant cumulatif, c'est à dire, le cumul des autres éléments du résultat étendu, est présenté séparément dans les capitaux propres (négatifs) dans les bilans consolidés et une réconciliation du cumul des autres éléments du résultat étendu de même que le résultat étendu de la période sont présentés dans les états financiers consolidés intermédiaires. Le chapitre 3251 établit des normes de présentation des capitaux propres et changement des capitaux propres suite aux nouvelles exigences dans section 1530. La Société a appliqué ces nouvelles normes de manière prospective, à l'exception de l'écart de conversion qui a été appliqué rétrospectivement.

## **NOUVELLES NORMES COMPTABLES**

La Société évalue actuellement l'incidence de ces nouvelles normes comptables sur ses états financiers consolidés.

### **STOCKS**

En juin 2007, l'ICCA a publié le nouveau chapitre 3031, intitulé « Stocks », en remplacement du chapitre 3030, « Stocks ». Le nouveau chapitre exige que les stocks soient évalués au coût ou à la valeur de réalisation nette, selon le moins élevé des deux montants, et fournit des lignes directrices sur la détermination des coûts et leur comptabilisation ultérieure à titre de charges, ainsi que sur les méthodes de détermination du coût qui sont utilisées pour imputer les coûts aux stocks. Ces normes doivent être adoptées par la Société pour l'exercice ouvert et les périodes intermédiaires à compter du 1er mai 2008.

### **INFORMATIONS À FOURNIR CONCERNANT LE CAPITAL**

L'ICCA a publié le nouveau chapitre 1535, « Informations à fournir concernant le capital » en vertu duquel les entités devront fournir des informations qualitatives et quantitatives de façon à permettre aux utilisateurs des états financiers d'évaluer leurs objectifs, politiques et procédures de gestion du capital. Ces normes doivent être adoptées par la Société pour l'exercice ouvert et les périodes intermédiaires à compter du 1er mai 2008.

### **INSTRUMENTS FINANCIERS**

L'ICCA a publié deux nouvelles normes, soit le chapitre 3862, « Instruments financiers – informations à fournir » et le chapitre 3863, « Instruments financiers – présentation », qui s'appliquent aux états financiers intermédiaires et annuels pour les exercices ouverts à compter du 1er octobre 2007. Ces nouvelles normes modifient et accroissent les exigences en matière d'informations à fournir, et réitèrent les exigences en matière de présentation, qui demeurent essentiellement inchangées. Ces nouveaux chapitres mettent l'accent sur l'importance des instruments financiers au regard de la situation financière et de la performance financière d'une entité, la nature et l'ampleur des risques découlant des instruments financiers et la façon dont l'entité gère ces risques. Ces normes doivent être adoptées par la Société pour l'exercice ouvert et les périodes intermédiaires à compter du 1er mai 2008.

### **ÉCART D'ACQUISITION ET ACTIFS INCORPORELS**

L'ICCA a publié les nouveaux chapitres suivants: Chapitre 3864, « Écart d'acquisition et actifs incorporels », remplacera chapitre 3062, « Écart d'acquisition et actifs incorporels » et chapitre 3450 « Coûts de recherche et développement ». Chapitre 1000, « Fondements conceptuels des états financiers », a été modifié en fonction du chapitre 3064. Ce nouveau chapitre établit les normes de constatation, d'évaluation, de présentation et de divulgation de l'écart d'acquisition après sa constatation initiale et des actifs incorporels par les entreprises à but lucratif. Ces normes doivent être adoptées par la Société pour l'exercice ouvert et les périodes intermédiaires à compter du 1er mai 2009.

### **NORMES GÉNÉRALES DE PRÉSENTATION DES ÉTATS FINANCIERS**

Le chapitre 1400 – Normes générales de présentations des états financiers a été modifié afin d'inclure les exigences d'appréciation et divulgation de la capacité d'une entité de poursuivre ses activités d'exploitation. Ces nouvelles modifications sont en vigueur pour les états financiers intermédiaires et annuels ouverts à compter du 1er mai 2008.

La Société ne s'attend pas que l'adoption de ces nouvelles normes n'ait une incidence importante sur les états financiers.

### **NORMES INTERNATIONALES D'INFORMATION FINANCIÈRE**

L'ICCA a adopté un plan stratégie pour la conversion des PCGR du Canada aux normes internationales d'information financière (« normes IFRS ») au cours d'une période de transition qui prendra fin en 2011. La Société examine la conversion de ses états financiers aux normes IFRS et n'en a pas encore déterminé l'incidence.

## **PRINCIPALES ESTIMATIONS ET PROVISIONS COMPTABLES**

Pour dresser ses états financiers selon les principes comptables généralement reconnus du Canada exige que la direction fasse des estimations et formule des hypothèses qui ont une incidence sur les montants constatés des actifs et des passifs, la présentation des actifs et des passifs éventuels aux dates des états financiers consolidés et les montants constatés des produits et des charges au cours des périodes de présentation de l'information financière. Les montants communiqués et la présentation des notes aux états financiers consolidés sont déterminés en utilisant les meilleurs estimés faites par la direction basés sur des hypothèses les plus probables de conditions économiques et un plan d'action planifié. Les éléments importants, qui font l'objet d'estimations et d'hypothèses, comprennent la durée de vie utile des actifs, la désuétude des stocks, la dépréciation d'actifs à long terme, les impôts futurs, la rémunération à base d'actions, le taux d'escompte utilisé pour la comptabilisation des débetures convertibles, les frais légaux à payer, les créances irrécouvrables et la provision pour créance douteuses. Les résultats réels pourraient différer des estimations utilisées dans les présents états financiers consolidés et ces différences peuvent s'avérer importante. Les principales conventions comptables de la Société sont analysées à la note 2 afférente aux états financiers consolidés. Les estimations critiques inhérentes aux conventions comptables sont analysées dans les paragraphes suivants.

### **ÉVALUATION DES STOCKS**

La Société constitue une provision pour tenir compte des meilleures estimations de la direction quant à la valeur de réalisation nette des stocks. La provision est calculée en tenant compte de l'âge des stocks et des attentes actuelles et futures à l'égard des produits offerts. Les hypothèses sur lesquelles est fondée la provision pour désuétude des stocks englobent les tendances futures en matière de ventes et d'offre de produits. L'estimation par la Société de la provision pour désuétude des stocks est susceptible de varier considérablement d'une période à l'autre en raison de modifications apportées à l'offre de produits et de l'acceptation de ces produits par les clients. La direction analyse l'ensemble de cette provision afin d'évaluer si, d'après la conjoncture économique, elle est adéquate.

### **DÉPRÉCIATION D'ACTIFS À LONG TERME**

La Société évalue la recouvrabilité des actifs à long terme lorsqu'il existe des indices qu'une dépréciation est possible. Pour réaliser cette analyse, au moment où elle établit ses flux de trésorerie futurs non actualisés estimatifs, la Société considère des facteurs comme la conjoncture économique actuelle, les tendances et les perspectives pour l'avenir, la valeur marchande actuelle et d'autres facteurs économiques. Ces estimations pourraient modifier de façon considérable les flux de trésorerie en découlant et les justes valeurs estimatives généralement fondées sur la valeur actualisée des flux de trésorerie pour déterminer la dépréciation.

### **ÉCART D'ACQUISITION**

Au moins une fois par année, la Société soumet l'écart d'acquisition à un test de dépréciation qui consiste à comparer la juste valeur d'une unité d'exploitation à sa valeur comptable. Toute dépréciation de l'écart d'acquisition est comptabilisée dans le résultat net. Il n'y a pas eu de dépréciation de l'écart d'acquisition durant l'exercice.

### **PROVISION POUR CRÉANCES DOUTEUSES**

La Société comptabilise une provision pour créances douteuses pour tenir compte des meilleures estimations de la direction quant aux pertes inhérentes à son portefeuille de débiteurs à la date du bilan, même si la plupart de ses débiteurs sont assurés. Ce calcul tient compte du registre des paiements, des tentatives de recouvrement, des déclarations de faillite et des événements à caractère économique. La direction est d'avis que la provision pour créances douteuses est suffisante pour couvrir les pertes prévues d'après la situation actuelle. Toutefois, une dégradation marquée de l'un quelconque de ces facteurs ou de la santé économique pourrait entraîner des modifications importantes de ces attentes.

### **ACTIFS D'IMPÔTS FUTURS**

La Société comptabilise les actifs d'impôts futurs surtout à titre de reports de perte prospectif et d'écarts temporaires déductibles. La direction évalue et analyse la réalisation de ces actifs d'impôts futurs afin de déterminer s'il y a lieu de constituer une provision pour moins-value. D'après cette évaluation, elle établit s'il est plus probable qu'improbable qu'une partie ou que la totalité des actifs d'impôts futurs se réalisent. Les facteurs considérés comprennent le bénéfice futur établi d'après les prévisions internes, les pertes des années antérieures et leur date d'échéance, l'historique des pertes reportées prospectivement, de même que les stratégies raisonnables de planification fiscale.

## **PROVISION POUR GARANTIES**

La Société a constitué une provision pour garanties à la vente de certains produits destinés aux microstations terriennes qui comprennent des composantes actives. Cette estimation est fondée sur l'historique de la fréquence des réparations et sur les coûts connexes. La direction examine périodiquement cette provision et les provisions constituées au 30 avril 2008 et au 30 avril 2007 ont été jugées adéquates.

## **RÉMUNÉRATION À BASE D' ACTIONS**

La Société fait une estimation de la juste valeur des options sur actions attribuées aux employés, aux dirigeants et aux administrateurs. Au 30 avril 2008, un total de 14 533 950 options sur actions étaient en cours dont 6 520 517 étaient exerçables. La Société utilise la méthode de la juste valeur pour passer en charges les options sur actions attribuées aux employés, administrateurs et consultants. Les options attribuées aux employés, aux dirigeants et aux administrateurs sont passées en charges au cours de la période d'acquisition des droits sous-jacents.

La juste valeur est déterminée selon le modèle de Black et Scholes. Toute contrepartie versée par les employés, les dirigeants et les administrateurs à l'exercice des options sur actions ou à l'achat d'actions est créditée aux capitaux propres.

## **ENGAGEMENTS ET ÉVENTUALITÉS**

La Société est sujette à différentes réclamations et éventualités reliées à des poursuites potentielles, des impôts, des accords commerciaux et autres obligations commerciales. Les contrats et autres obligations commerciales sont principalement reliées à des contrats de location-exploitation. La Société enregistre des engagements et éventualités lorsque qu'une perte est probable et peut être déterminée. Des changements significatifs tant qu'à l'estimation des conséquences ainsi que l'évaluation des montants pourrait résulter en la reconnaissance d'engagements additionnels.

## **OPÉRATIONS PROJÉTÉES**

La Société étudie régulièrement les occasions de regroupement d'entreprises, de dessaisissement qui pourraient accroître la valeur pour les actionnaires.

## **OPÉRATIONS ENTRE APPARENTÉS**

En plus des transactions entre apparentés présentés ailleurs dans les notes afférentes aux états financiers consolidés en 2008, la Société a payé des frais de consultation de 0 \$ (2007 — 288 000 \$) à une société sous le contrôle d'un administrateur.

## **PERSPECTIVES**

La Société demeurera concentrée sur la réalisation de son plan de restructuration ainsi que concentrer ses activités sur les occasions existantes et nouvelles provenant des secteurs des Télécommunications et des Communications par satellite.

## **EFFICACITÉ DES CONTRÔLES ET PROCÉDURES DE COMMUNICATION DE L'INFORMATION**

Le chef de la direction, le chef de la direction financière ainsi que d'autres membres de la direction ont conçu des contrôles et des procédures de communication de l'information financière destinés à fournir l'assurance raisonnable que l'information importante liée à l'émetteur est communiquée à la haute direction par d'autres employés de la Société, tout particulièrement pendant la préparation des rapports annuels. La direction a également conçu des contrôles internes à l'égard de l'information financière afin de fournir une assurance raisonnable quant à la fiabilité de l'information financière et la préparation des états financiers à des fins de diffusion à l'externe conformément aux PCGR.

La direction a évalué l'efficacité des contrôles et des procédures d'information de la Société à la fin de l'exercice 2008, et a conclu que ces derniers étaient efficaces.

## **RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES ET PRÉSENTATION PERMANENTE DE L'INFORMATION**

Le présent rapport de gestion a été préparé en date du 24 juillet 2008. Des informations mises à jour sur Mitec, y compris la notice annuelle, peuvent être consultées sur le site Web de SEDAR à [www.sedar.com](http://www.sedar.com).

Au 24 juillet 2008, 220 666 776 actions ordinaires et 38 016 168 bons de souscriptions étaient émis et en circulation, ainsi qu'un total de 14 522 950 options sur actions.

# ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

**POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 30 AVRIL 2008**

## **RESPONSABILITÉ DE LA DIRECTION**

Les états financiers ci-joints ainsi que les autres informations financières contenues dans ce rapport annuel sont la responsabilité de la direction et ont été approuvés par le conseil d'administration.

Ces états financiers ont été préparés par la direction conformément aux principes comptables généralement reconnus au Canada et comprennent des montants qui se fondent sur les meilleures estimations et jugements de la direction. Les informations financières présentées ailleurs dans le présent rapport concordent avec celles des états financiers. Les procédés et les systèmes de contrôle mis en place par la Société visent à fournir une certitude raisonnable quant à la fiabilité de ses registres comptables et à assurer une protection adéquate de ses biens.

Le comité de vérification, formé des administrateurs indépendants, est responsable d'examiner les états financiers consolidés et le rapport annuel et recommandent leur adoption par le conseil d'administration. Afin de s'acquitter de ses responsabilités, le comité de vérification doit rencontrer régulièrement la direction et les vérificateurs externes pour discuter des contrôles internes exercés sur le processus de communication de l'information financière, des principales conventions comptables, d'autres questions financières ainsi que des résultats de la vérification effectuée par les vérificateurs externes. Les présents états financiers ont été vérifiés par la firme de vérificateurs externes BDO Dunwoody s.r.l./S.E.N.C.R.L., comptables agréées, et leur rapport est joint aux présentes.



**DANIEL PIERGENTILI**

Président et Chef de la direction



**BRUNO DUMAIS, C.A.**

Vice-président, finances et Chef des services financiers

## RAPPORT DES VÉRIFICATEURS

### AUX ACTIONNAIRES DE MITEC TELECOM INC.

Nous avons vérifié le bilan consolidé de Mitec Telecom Inc. au 30 avril 2008 et les états consolidés des résultats et du résultat étendu, des capitaux propres et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date. La responsabilité de ces états financiers consolidés incombe à la direction de la Société. Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers consolidés en nous fondant sur nos vérifications.

Notre vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À notre avis, ces états financiers consolidés donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière de la Société au 30 avril 2008 ainsi que des résultats de son exploitation et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus du Canada.

Les états financiers consolidés au 30 avril 2007 et pour l'exercice terminé à cette date ont été vérifiés par d'autres vérificateurs qui ont émis une opinion sans réserve à leur égard dans leur rapport daté du 29 juin 2007 (à l'exception de la note 2 afférente à ces états financiers, qui est datée du 11 juillet 2007).

*Bdo Dunwoody LLP*

### COMPTABLES AGRÉÉS

Montréal, Québec

Le 24 juillet 2008

## BILANS CONSOLIDÉS

(en milliers de dollars canadiens)

Aux 30 avril

	2008	2007
	\$	\$
<b>ACTIF</b>		
<b>Actif à court terme</b>		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	4 784	6 286
Placements à court terme	77	75
Débiteurs	10 036	5 064
Autres débiteurs (Note 6)	630	889
Impôts sur les bénéfices à recevoir	839	1 112
Stocks (Note 7)	8 759	7 672
Charges payées d'avance et autres charges	580	757
	<b>25 705</b>	<b>21 855</b>
<b>Immobilisations corporelles</b> (Note 8)	<b>6 110</b>	<b>7 106</b>
<b>Actifs incorporels</b> (Note 9)	<b>4 284</b>	<b>2 365</b>
<b>Écart d'acquisition</b> (Note 5)	<b>3 598</b>	<b>—</b>
<b>Placements</b> (Note 10)	<b>25</b>	<b>750</b>
<b>Charges reportées</b> (Note 11)	<b>321</b>	<b>1 087</b>
	<b>40 043</b>	<b>33 163</b>
<b>PASSIF ET CAPITAUX PROPRES</b>		
<b>Passif à court terme</b>		
Créditeurs et charges à payer	11 373	6 647
Tranche de la dette à long terme échéant à moins d'un an (Note 12)	382	415
	<b>11 755</b>	<b>7 062</b>
<b>Dette à long terme</b> (Note 12)	<b>742</b>	<b>382</b>
<b>Impôts futurs</b> (Note 14)	<b>515</b>	<b>—</b>
	<b>13 012</b>	<b>7 444</b>
<b>Capitaux propres</b>		
Actions ordinaires (Note 13)	132 097	125 631
Bons de souscription (Note 13)	1 931	1 311
Composante capitaux propres des débentures convertibles (Note 12)	46	—
Surplus d'apport	9 223	8 645
Déficit	(115 372)	(108 951)
Cumul des autres éléments du résultat étendu	(894)	(917)
	<b>27 031</b>	<b>25 719</b>
	<b>40 043</b>	<b>33 163</b>

**Engagements et éventualités** (Note 15)

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés.

Au nom du conseil d'administration,



**ADMINISTRATEUR**



**ADMINISTRATEUR**

## ÉTATS CONSOLIDÉS DES RÉSULTATS ET DU RÉSULTAT ÉTENDU

(en milliers de dollars canadiens, à l'exception des données par action et le nombre d'actions)

Pour les exercices se terminant le 30 avril

	2008	2007
	\$	\$
<b>Chiffre d'affaires</b>	<b>36 176</b>	33 807
<b>Coût des ventes</b> (Note 16)	<b>28 058</b>	28 357
	<b>8 118</b>	5 450
<b>Charges</b>		
Frais de recherche et de développement (Note 19)	4 477	5 455
Frais de vente et d'administration	6 229	7 339
Amortissement des actifs incorporels	1 145	1 394
Charges financières (Note 21)	557	419
Perte de change	787	160
Intérêts créditeurs	(39)	(74)
Dépréciation d'immobilisations corporelles (Note 8)	104	85
Dépréciation d'actifs incorporels (Note 9)	40	156
Dépréciation des placements (Note 10)	725	—
Frais de restructuration et autres charges (Note 16)	—	1 728
Rémunération à base d'actions (Notes 13 et 16)	611	519
	<b>14 636</b>	17 181
<b>Perte avant impôts sur les bénéfices</b>	<b>(6 518)</b>	(11 731)
<b>(Recouvrement) charge d'impôts</b> (Note 14)	<b>(97)</b>	633
<b>Perte découlant des activités poursuivies</b>	<b>(6 421)</b>	(12 364)
<b>Perte découlant des activités abandonnées</b> (Note 17)	<b>—</b>	(8)
<b>Perte nette de l'exercice</b>	<b>(6 421)</b>	(12 372)
<b>Variation nette de la perte de conversion non réalisée des états financiers des filiales étrangères autonomes</b>	<b>23</b>	84
<b>Résultat étendu de l'exercice</b>	<b>(6 398)</b>	(12 288)
<b>Résultat de base et dilué par action ordinaire découlant des activités poursuivies</b>	<b>(0,03)</b>	(0,10)
<b>Résultat de base et dilué par action ordinaire</b>	<b>(0,03)</b>	(0,10)
<b>Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation</b>	<b>197 634 243</b>	121 903 323

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés.

## ÉTATS DES CAPITAUX PROPRES

(en milliers de dollars canadiens, sauf les données par action et le nombre d'actions)

Pour les exercices se terminant le 30 avril

	Actions ordinaires		Bons de souscription	Composante des capitaux propres des débetures convertibles	Surplus d'apport	Déficit	Cumul des autres éléments du résultat étendu	Capitaux propres
	# (000s)	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Note	13	13	13	12				
Solde au 30 avril 2006	76 405	116 357	—	—	8 126	(95 680)	(1 001)	27 802
Émises au comptant	97 972	9 258	1 315	—	—	—	—	10 573
Bons de souscription exercés	125	16	(4)	—	—	—	—	12
Rémunération à base d'actions	—	—	—	—	519	—	—	519
Perte de change	—	—	—	—	—	(899)	(899)	(899)
Autres éléments du résultat étendu pour l'année	—	—	—	—	—	—	84	84
Perte nette pour l'année	—	—	—	—	—	(12 372)	—	(12 372)
Solde au 30 avril 2007	174 502	125 631	1 311	—	8 645	(108 951)	(917)	25 719
Émises pour l'acquisition d'une entreprise	<b>32 841</b>	<b>4 883</b>	—	—	—	—	—	<b>4 883</b>
Émises au terme d'une émission de débetures convertibles	—	—	<b>753</b>	<b>70</b>	—	—	—	<b>823</b>
Émises lors de la conversion des débetures convertibles	<b>8 832</b>	<b>999</b>	—	<b>(24)</b>	—	—	—	<b>975</b>
Options sur actions exercées	<b>350</b>	<b>72</b>	—	—	<b>(33)</b>	—	—	<b>39</b>
Bons de souscription exercés	<b>3 787</b>	<b>512</b>	<b>(133)</b>	—	—	—	—	<b>379</b>
Rémunération à base d'actions	—	—	—	—	<b>611</b>	—	—	<b>611</b>
Autres éléments du résultat étendu pour l'année	—	—	—	—	—	—	<b>23</b>	<b>23</b>
Other comprehensive profit for the year	—	—	—	—	—	—	<b>23</b>	<b>23</b>
Perte nette pour l'année	—	—	—	—	—	<b>(6 421)</b>	—	<b>(6 421)</b>
<b>Solde au 30 avril 2008</b>	<b>220 312</b>	<b>132 097</b>	<b>1 931</b>	<b>46</b>	<b>9 223</b>	<b>(115 372)</b>	<b>(894)</b>	<b>27 031</b>

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés.

## ÉTATS DES FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉS

(en milliers de dollars canadiens)

Pour les exercices se terminant le 30 avril

	2008	2007
	\$	\$
<b>Activités d'exploitation</b>		
Perte découlant des activités poursuivies	(6 421)	(12 364)
Ajout des éléments sans effet sur la trésorerie		
Amortissement	3 276	3 779
Perte à la cession et à la dépréciation d'immobilisations corporelles (Note 8)	211	97
Dépréciation d'actifs incorporels (Note 9)	40	156
Dépréciation des placements (Note 10)	725	—
(Recouvrement) charge d'impôt (Note 16)	(97)	633
Recouvrement des crédits d'impôts non remboursables	—	(814)
Recouvrement des passifs d'impôts futurs reconnus antérieurement enregistrés dans les frais de recherche et développement	—	181
Rémunération à base d'actions	611	519
Charge de désactualisation du passif à long terme	325	114
	(1 330)	(7 669)
Variations des soldes hors caisse du fonds de roulement liées aux activités poursuivies (Note 19)	(571)	(185)
	(1 901)	(7 884)
<b>Activités d'investissement</b>		
Acquisitions d'immobilisations corporelles	(619)	(288)
Acquisitions d'actifs incorporels	(64)	(32)
Produit de la cession d'immobilisations corporelles	48	76
Acquisition d'entreprise, net des liquidités acquises de 14 \$	(1 231)	—
Acquisitions de placements à court terme	(229)	(3 117)
Vente de placements à court terme	227	13 131
Vente ou échéance de placements	—	(750)
	(1 868)	9 020
<b>Activités de financement</b>		
Émission d'actions ordinaires et de bons de souscription déduction faite des frais d'émission (Note 13)	—	10 398
Émission d'actions suite à l'exercice des bons de souscription (Note 13)	379	—
Émission d'actions suite à l'exercice des options d'achat d'actions (Note 13)	40	—
Émission de débentures convertibles (Note 12)	2 294	—
Remboursement de la dette à long terme	(500)	(953)
Augmentation de la dette bancaire	—	349
Remboursement de la dette bancaire	—	(6 365)
	2 213	3 429
<b>Incidence des fluctuations des taux de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie</b>	<b>54</b>	<b>46</b>
<b>(Diminution) augmentation nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie découlant des activités poursuivies</b>	<b>(1 502)</b>	<b>4 611</b>
<b>Trésorerie provenant des activités abandonnées (Note 17)</b>	<b>—</b>	<b>207</b>
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de l'exercice</b>	<b>6 286</b>	<b>1 468</b>
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de l'exercice</b>	<b>4 784</b>	<b>6 286</b>

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés.

# NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

**30 AVRIL 2008 ET 2007**

(les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les données par action et le nombre d'actions à moins d'indication contraire)

## 1. NATURE DE L'ENTREPRISE ET INCERTITUDE QUANT À LA CONTINUITÉ DE L'EXPLOITATION

La Société, qui est un fournisseur de matériel de communication basé sur les connaissances exerçant ses activités sur les marchés mondiaux des communications sans fil et des télécommunications par satellite, a été constituée en vertu de la Loi canadienne sur les sociétés par actions.

Les présents états financiers consolidés sont fondés sur l'hypothèse de la continuité de l'exploitation de l'entité, c'est-à-dire sur l'hypothèse que la Société poursuivra ses activités dans un avenir prévisible et sera en mesure de réaliser ses actifs et de s'acquitter de ses dettes dans le cours normal de ses activités.

Au cours des sept derniers exercices, la Société a connu des pertes et ne possède pas actuellement les moyens de financement qui lui permettraient de supporter ses pertes continues. Au cours des dernières années, la Société a financé ses frais d'exploitation et ses dépenses en capital au moyen de l'émission de titres d'emprunt et de capitaux propres. La continuité de l'exploitation de la Société dépend, entre autres, de sa capacité à atteindre un niveau satisfaisant de chiffre d'affaires, du soutien de ses clients, d'un retour à des activités d'exploitation rentables, de sa capacité de générer des flux de trésorerie d'exploitation suffisants, de conclure de nouveaux arrangements financiers et de trouver de nouvelles sources de financement. Ces questions dépendent d'un certain nombre de facteurs échappant au contrôle de la Société et il existe une incertitude quant à la continuité de son exploitation.

Les états financiers consolidés ne reflètent aucun des redressements qui seraient nécessaires si l'hypothèse de continuité d'exploitation s'avérait injuste. Si tel était le cas, des redressements significatifs de la valeur comptable de l'actif et du passif et des charges présentées ainsi que des modifications du classement des éléments du bilan seraient nécessaires pour ces états consolidés.

Face aux incertitudes décrites, la direction projette de prendre les mesures suivantes :

1. Approcher des prêteurs potentiels pour assurer le financement des opérations.
2. Analyser les diverses possibilités pour augmenter les activités des télécommunications et des communications par satellite.

La direction croit que, grâce aux mesures susmentionnées ainsi qu'au soutien continu des actionnaires et des clients actuels de la Société, celle-ci pourra poursuivre son exploitation normalement dans un avenir prévisible. Cependant, il n'existe aucune certitude que ces mesures suffiront à permettre la poursuite des activités de la Société dans le cours normal des affaires.

## 2. SOMMAIRE DES PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES

Les présents états financiers consolidés ont été dressés par la direction selon les principes comptables généralement reconnus du Canada («PCGR»), dont les plus importants sont décrits ci-après :

### PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION

Les présents états financiers consolidés comprennent les comptes de la Société et de ses filiales autonomes détenues à part entière, Mitec Communications Ltd., Mitec Telecom (Suzhou) Co. Ltd., et Keragis Corporation qui ont été comptabilisées selon la méthode d'acquisition. Tous les principaux comptes et opérations intersociétés ont été éliminés au moment de la consolidation. La Société ne détient aucune participation dans des entités à détenteurs de droits variables.

### UTILISATION D'ESTIMATIONS

La préparation d'états financiers selon les principes PCGR exige que la direction fasse des estimations et formule des hypothèses qui ont une incidence sur les montants constatés des actifs et des passifs, la présentation des actifs et des passifs éventuels aux dates des états financiers consolidés et les montants constatés des produits et des charges au cours des périodes de présentation de l'information financière. Les éléments importants, qui font l'objet d'estimations et d'hypothèses, comprennent la durée de vie utile des actifs, la désuétude des stocks, la dépréciation d'actifs à long terme, les impôts futurs, la rémunération à base d'actions, le taux d'escompte utilisé pour la comptabilisation des débetures convertibles, les frais légaux à payer, les créances irrécouvrables et la provision pour créance douteuses. Les résultats réels pourraient différer des estimations utilisées dans les présents états financiers consolidés. La direction est d'avis que les états financiers ont été dressés de façon appropriée selon les limites raisonnables de d'importance relative et dans le cadre des conventions comptables résumées ci-après.

## 2. SOMMAIRE DES PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES (SUITE)

### TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE

La trésorerie et les équivalents de trésorerie comprennent l'encaisse et les placements à court terme dont les dates d'échéance sont de 90 jours ou moins à la date d'acquisition. Les équivalents de trésorerie sont comptabilisés à la juste valeur.

### CRÉDITS D'IMPÔT À L'INVESTISSEMENT

La Société engage des frais de recherche et de développement qui sont admissibles aux crédits d'impôt à l'investissement. Les crédits d'impôt à l'investissement enregistrés sont établis en fonction des estimations de la direction à l'égard des montants qui devraient être recouverts et sont assujettis à une vérification par les autorités fiscales.

Les crédits d'impôt à l'investissement pour les frais de recherche scientifique et de développement expérimental sont portés en diminution des charges connexes lorsqu'il y a une assurance raisonnable qu'ils se matérialisent.

### STOCKS

Les matières premières et les composantes acquises sont établies au coût déterminé selon la méthode du premier entré, premier sorti ou au coût de remplacement s'il est inférieur. Les produits en cours et les produits finis sont constatés au coût déterminé, y compris les coûts indirects, selon la méthode du premier entré, premier sorti ou à la valeur de réalisation nette si elle est inférieure.

### IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût, déduction faite des crédits d'impôt à l'investissement. Les immobilisations corporelles sont amorties sur leur durée de vie utile estimative selon les méthodes et les taux suivants :

Bâtiments	20 ans amortissement linéaire
Matériel et outillage	10% à 20% amortissement dégressif
Améliorations locatives	Durée du bail amortissement linéaire
Mobilier et agencements	20% amortissement dégressif
Outils et matrices	5 ans amortissement linéaire
Matériel informatique	30% amortissement dégressif
Automobiles	30% amortissement dégressif

### ACTIFS INCORPORELS

Les actifs incorporels sont constatés au coût. Ils sont amortis sur leur durée de vie utile selon les méthodes et les taux suivants :

Logiciels	30% amortissement dégressif
Technologie brevetée ou brevet en instance et marques de commerce	10 à 17 ans amortissement linéaire
Technologie non brevetée	5 à 10 ans amortissement linéaire
Liste de clients	5 ans amortissement linéaire

### DÉPRÉCIATION D'ACTIFS À LONG TERME

Les immobilisations corporelles et les actifs incorporels sont soumis à un test de dépréciation lorsque des événements ou des changements de situation indiquent que la valeur comptable d'un actif pourrait ne pas être recouvrable. La direction examine la valeur comptable des actifs et évalue si une charge d'amortissement devrait être comptabilisée. L'évaluation repose sur l'appréciation des changements technologiques, sur l'utilisation prévue par la Société et sur les flux de trésorerie non actualisés estimatifs projetés devant découler des actifs sous-jacents. Toute dépréciation donne lieu à une baisse de valeur des actifs incorporels et à l'imputation d'une charge pendant l'exercice dans la mesure où la valeur comptable des actifs excède leur juste valeur établie, de manière générale, d'après les flux de trésorerie actualisés.

## **2. SOMMAIRE DES PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES (SUITE)**

### **ÉCART D'ACQUISITION**

L'écart d'acquisition représente l'excédent du prix d'achat d'une entreprise acquise sur la juste valeur des actifs identifiables acquis et des passifs pris en charge. L'écart d'acquisition n'est pas amorti.

Au moins une fois par année ou plus fréquemment si des événements ou des changements de situation indiquent que l'actif pourrait avoir subi une dépréciation, la Société soumet l'écart d'acquisition à un test de dépréciation qui consiste à comparer la juste valeur d'une unité d'exploitation à sa valeur comptable. Toute dépréciation de l'écart d'acquisition est comptabilisée dans le résultat net. Il n'y a pas eu de dépréciation de l'écart d'acquisition durant l'exercice.

### **CHARGES REPORTÉES**

Les charges reportées se composent de la perte reportée et de la période libre de loyer liée à une opération de cession-bail. La perte reportée et la période libre de loyer sont amorties sur la durée du bail correspondant.

### **CONSTATATION DES PRODUITS D'EXPLOITATION**

La Société constate le produit provenant de la vente de ses produits lorsqu'il y a une preuve convaincante de l'existence d'un accord, que les produits sont expédiés aux clients, que les risques et les avantages inhérents à la propriété sont endossés par le client, que la perception est raisonnablement assurée et que le prix de vente est déterminé ou déterminable.

Les produits au titre de ventes à livrer sont constatés lorsque les risques inhérents à la propriété ont été transférés au client, qu'un contrat signé a été établi avec ce client, que ce dernier a un motif commercial sérieux pour commander les biens dans le cadre d'une vente à livrer, qu'un calendrier précis de livraison a été établi et que la Société ne conserve aucune obligation de fournir une prestation déterminée, de sorte que le processus de génération de produits s'en trouve inachevé. Les biens détenus en vertu de ce genre d'ententes sont mis de côté, sont prêts à être expédiés et ne sont pas susceptibles d'être utilisés pour l'exécution d'autres commandes. Les clients doivent assumer des frais supplémentaires pour l'entreposage ainsi que des frais connexes jusqu'au moment de l'expédition.

### **FRAIS DE RECHERCHE ET DE DÉVELOPPEMENT**

Les frais de recherche, déduction faite des crédits d'impôt à l'investissement connexes, sont passés en charge à mesure qu'ils sont engagés. Les frais de développement sont passés en charge à mesure qu'ils sont engagés à moins qu'ils respectent les critères permettant le report et l'amortissement selon les PCGR. Jusqu'à présent, la Société n'a pas reporté de frais de développement.

### **CONTRATS DE LOCATION**

Les contrats de location pour lesquels pratiquement tous les avantages et les risques inhérents à la propriété sont transférés à la Société sont comptabilisés comme des contrats de location-acquisition et classés comme des immobilisations corporelles et des obligations découlant de contrats de location-acquisition. Tous les autres contrats de location sont classés comme des contrats de location-exploitation en vertu desquels les coûts sont passés en charges pendant la période au cours de laquelle ils sont engagés.

### **IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES**

La Société suit la méthode du report variable pour comptabiliser ses impôts sur les bénéfices. Selon cette méthode, les actifs et les passifs d'impôts futurs sont déterminés en fonction des écarts entre la valeur comptable et la valeur fiscale des actifs et des passifs, et sont mesurés par application du taux d'imposition pratiquement en vigueur et des lois qui devraient être en vigueur durant les périodes où les actifs et les passifs d'impôts futurs devraient être réalisés ou réglés. Une provision pour moins-value est constituée dans la mesure où il est plus probable qu'improbable que les actifs d'impôts futurs ne soient pas réalisés.

### **CONVERSION DE DEVICES**

#### **a. Activités canadiennes**

Les actifs et les passifs monétaires libellés en devises sont convertis en dollars canadiens au taux de change en vigueur à la date du bilan. Les actifs et passifs non-monétaires sont convertis en dollars canadiens au taux de change historique. Les produits et les charges sont convertis en dollars canadiens aux taux de change en vigueur au moment de la transaction. Les gains et les pertes de change découlant de la conversion des éléments libellés en devises sont inclus dans le calcul du résultat net.

## 2. SOMMAIRE DES PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES (SUITE)

### b. Activités étrangères

Les états financiers des filiales étrangères autonomes de la Société, soit Mitec Communications Ltd., Mitec Telecom (Suzhou) Company, Ltd., et Keragis Corporation, sont convertis en dollars canadiens selon la méthode du taux courant. Selon cette méthode, les éléments d'actifs et de passifs sont convertis à l'aide du taux de change en vigueur à la date de la fin de l'exercice et les produits et charges sont convertis au taux de change moyen de l'exercice. Les gains et les pertes sur cette conversion sont comptabilisés et inclus dans le cumul des autres éléments du résultat étendu compris dans les capitaux propres. En cas de réduction de l'investissement net dans une filiale étrangère autonome, un montant proportionnel des gains ou pertes de conversion reportées est constaté en résultat net.

### RÉMUNÉRATION ET AUTRES PAIEMENTS À BASE D' ACTIONS

La Société a un régime de rémunération à base d'actions qui est décrit à la note 13. La Société utilise la méthode de la juste valeur pour comptabiliser les options sur actions attribuées aux employés, administrateurs et consultants. Les options attribuées aux employés, aux dirigeants et aux administrateurs sont passées en charges au cours de la période d'acquisition des droits sous-jacents. La juste valeur est déterminée selon le modèle de Black et Scholes. Toute contrepartie versée par les employés, les dirigeants et les administrateurs à l'exercice des options sur actions ou à l'achat d'actions est créditée aux capitaux propres.

### RÉSULTAT PAR ACTION

Le résultat de base par action est calculé d'après le nombre moyen pondéré d'actions en circulation pendant l'exercice. Le résultat dilué par action est calculé au moyen de la méthode du rachat d'actions, donnant effet à l'exercice de tous les facteurs dilutifs. Selon la méthode du rachat d'actions, on présume que tous les produits qui pourraient être obtenus à l'exercice d'options serviraient à acheter des actions ordinaires au cours moyen du marché pour la période.

## 3. PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES

En date du 1<sup>er</sup> mai 2007, la Société a adopté les nouveaux chapitres suivants récemment proposés par l'Institut Canadien des Comptables Agréés (« ICCA »):

### INSTRUMENTS FINANCIERS – COMPTABILISATION ET ÉVALUATION

Le chapitre 3855 précise quand un instrument financier doit être comptabilisé au bilan et à quel montant, parfois à l'aide de la juste valeur, parfois à l'aide de mesures fondées sur le coût selon la classification de l'instrument financier. De plus, les changements dans les évaluations ultérieures, le cas échéant, seront comptabilisés dans le résultat net ou dans le résultat étendu selon la classification de l'instrument financier.

Selon ce nouveau chapitre, tous les actifs financiers sont classés comme détenus à des fins de transaction, placements détenus jusqu'à leur échéance, prêts et créances ou disponibles à la vente. Également, tous les passifs financiers doivent être classés comme détenus à des fins de transaction ou autres passifs financiers. Tous les instruments financiers sont initialement enregistrés au bilan consolidé à leur juste valeur. Après leur évaluation initiale, les instruments financiers doivent être mesurés à leur juste valeur, sauf pour les placements détenus jusqu'à leur échéance, les prêts et créances et les autres passifs financiers, lesquels doivent être comptabilisés à leur coût après amortissement calculé à l'aide de la méthode du taux d'intérêt effectif. L'intérêt effectif relatif aux actifs et aux passifs financiers et le gain ou la perte provenant d'une variation de la juste valeur d'un actif ou passif financier, classés comme détenus pour des fins de transactions, sont inclus en résultat net pour la période à laquelle ils se rapportent. Si un actif financier est classé disponible à la vente, le gain ou la perte devrait être reconnue dans les autres éléments du résultat étendu, jusqu'à ce que l'actif financier soit décomptabilisé au moment où le gain ou la perte sera reconnu au résultat net ou si un placement subit une moins-value durable, sa valeur comptable devrait être réduite compte tenu de cette dépréciation et la réduction devrait être prise en compte dans la détermination du résultat net. Ce nouveau chapitre prévoit aussi que les coûts de transaction liés à l'émission d'instruments financiers soient capitalisés et présentés comme un ajustement à la valeur comptable de la valeur sous-jacente de l'instrument financier s'y rattachant ou passés en charge au cours de la période où ils sont engagés. S'ils sont capitalisés, l'amortissement des coûts de transaction doit être passé au résultat selon la méthode du taux d'intérêt effectif. La norme ne permet pas le redressement des états financiers des périodes antérieures.

### 3. PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES (SUITE)

La Société a mis en place les classements suivants :

- La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont classés à titre d'actifs détenus à des fins de transaction et sont évalués à leur juste valeur.
- Les placements à court terme et les placements sont classés comme disponibles à la vente et sont évalués à leur juste valeur. Les investissements dans des sociétés privées sont évalués au coût puisqu'il n'y a pas d'information fiable pouvant justifier la juste valeur de ces investissements.
- Les débiteurs et autres débiteurs sont classés dans les prêts et créances. Après l'évaluation de leur juste valeur initiale, ils sont évalués au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Pour la Société, le montant évalué correspond généralement, sauf indication contraire, au coût d'origine.
- Les créditeurs, la dette à long terme et les débetures convertibles sont classés comme autres passifs financiers. Après l'évaluation de leur juste valeur initiale, ils sont évalués au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Pour la Société, le montant évalué correspond généralement, sauf indication contraire, au coût d'origine.

L'adoption de ce nouveau chapitre n'a pas nécessité d'ajustements importants aux valeurs comptables des actifs et passifs de la Société comptabilisés au 30 avril 2007. Cependant, étant donné que la Société a choisi de capitaliser les frais de transactions liés aux autres passifs financiers, des frais de financement reportés de 184 000 \$ au 30 avril 2008 (2007 – 161 000 \$) sont maintenant portés en diminution de la dette à long terme.

#### INSTRUMENTS FINANCIERS – DIVULGATION ET PRÉSENTATION

Le chapitre 3861 établit des normes de présentation pour les instruments financiers et les dérivés non financiers ainsi que l'information qui doit être présentée.

#### RÉSULTAT ÉTENDU ET CAPITAUX PROPRES

Le chapitre 1530 établit des normes de présentation concernant le résultat étendu. Suite à l'adoption de cette norme, le montant cumulatif, c'est à dire, le cumul des autres éléments du résultat étendu, est présenté séparément dans les capitaux propres (négatifs) dans les bilans consolidés et une réconciliation du cumul des autres éléments du résultat étendu de même que le résultat étendu de la période sont présentés dans les états financiers consolidés. Le chapitre 3251 établit des normes de présentation des capitaux propres et changement des capitaux propres suite aux nouvelles exigences du chapitre section 1530. La Société a appliqué ces nouvelles normes de manière prospective, à l'exception de l'écart de conversion qui a été appliqué rétrospectivement.

### 4. NOUVELLES NORMES COMPTABLES

#### STOCKS

En juin 2007, l'ICCA a publié le nouveau chapitre 3031, intitulé « Stocks », en remplacement du chapitre 3030, « Stocks ». Le nouveau chapitre exige que les stocks soient évalués au coût ou à la valeur de réalisation nette, selon le moins élevé des deux montants, et fournit des lignes directrices sur la détermination des coûts et leur comptabilisation ultérieure à titre de charges, ainsi que sur les méthodes de détermination du coût qui sont utilisées pour imputer les coûts aux stocks. Ces normes doivent être adoptées par la Société pour l'exercice ouvert et les périodes intermédiaires à compter du 1<sup>er</sup> mai 2008.

#### INFORMATIONS À FOURNIR CONCERNANT LE CAPITAL

L'ICCA a publié le nouveau chapitre 1535, « Informations à fournir concernant le capital » en vertu duquel les entités devront fournir des informations qualitatives et quantitatives de façon à permettre aux utilisateurs des états financiers d'évaluer leurs objectifs, politiques et procédures de gestion du capital. Ces normes doivent être adoptées par la Société pour l'exercice ouvert et les périodes intermédiaires à compter du 1<sup>er</sup> mai 2008.

#### INSTRUMENTS FINANCIERS

L'ICCA a publié deux nouvelles normes, soit le chapitre 3862, « Instruments financiers – informations à fournir » et le chapitre 3863, « Instruments financiers – présentation ». Ces nouvelles normes modifient et accroissent les exigences en matière d'informations à fournir, et réitèrent les exigences en matière de présentation, qui demeurent essentiellement inchangées. Ces nouveaux chapitres mettent l'accent sur l'importance des instruments financiers au regard de la situation financière et de la performance financière d'une entité, la nature et l'ampleur des risques découlant des instruments financiers et la façon dont l'entité gère ces risques. Ces normes doivent être adoptées par la Société pour l'exercice ouvert et les périodes intermédiaires à compter du 1<sup>er</sup> mai 2008.

## 4. NOUVELLES NORMES COMPTABLES (SUITE)

### NORMES GÉNÉRALES DE PRÉSENTATION DES ÉTATS FINANCIERS

Le chapitre 1400 – Normes générales de présentations des états financiers a été modifié afin d'inclure les exigences d'appréciation et de divulgation de la capacité d'une entité de poursuivre ses activités d'exploitation. Ces nouvelles modifications sont en vigueur pour les états financiers intermédiaires et annuels ouverts à compter du 1<sup>er</sup> mai 2008.

### ÉCART D'ACQUISITION ET ACTIFS INCORPORELS

L'ICCA a publié les nouveaux chapitres suivants : Chapitre 3864, « Écart d'acquisition et actifs incorporels », qui remplacera le chapitre 3062, « Écart d'acquisition et actifs incorporels » et le chapitre 3450 « Coûts de recherche et développement ». Le chapitre 1000, « Fondements conceptuels des états financiers », a été modifié en fonction du chapitre 3064. Ce nouveau chapitre établit les normes de constatation, d'évaluation, de présentation et de divulgation de l'écart d'acquisition après sa constatation initiale et des actifs incorporels par les entreprises à but lucratif. Ces normes doivent être adoptées par la Société pour l'exercice ouvert et les périodes intermédiaires à compter du 1<sup>er</sup> mai 2009.

La Société évalue actuellement l'incidence de ces nouvelles normes comptables sur ses états financiers consolidés.

### NORMES INTERNATIONALES D'INFORMATION FINANCIÈRE

En janvier 2006, L'ICCA a adopté un plan stratégie pour la conversion des PCGR du Canada aux normes internationales d'information financière (« normes IFRS ») au cours d'une période de transition qui prendra fin en 2011. La Société examine la conversion de ses états financiers aux normes IFRS et n'en a pas encore déterminé l'incidence.

## 5. ACQUISITION D'UNE ENTREPRISE

En date du 17 septembre 2007, la Société a complété l'achat des actions de Keragis Corporation pour un montant de 6 128 000 \$. Keragis Corporation conçoit et fabrique la prochaine génération d'amplificateurs destinés aux communications et aux systèmes de radars commerciaux et militaires. Cette acquisition a été comptabilisée selon la méthode de l'acquisition et ses résultats d'exploitation ont été inclus dans les présents états financiers consolidés à compter de la date d'acquisition. La répartition du prix d'acquisition a initialement été fondée sur les meilleures estimations de la Société et est sujette à la réalisation d'évaluation indépendante. La contrepartie en trésorerie a été financée par l'émission de débentures convertibles.

Durant le quatrième trimestre de 2008, la Société a complété la répartition du prix d'achat relatif à l'acquisition. Le prix d'acquisition a été ajusté suite à la réalisation de l'évaluation indépendante.

Le tableau suivant résume les éléments d'actifs nets acquis à leur juste valeur :

	\$
Trésorerie	14
Débiteurs	18
Stocks	85
Immobilisations corporelles	60
Actifs incorporels – Technologies en instance de brevets	2 266
Actifs incorporels – Liste de clients	777
Écart d'acquisition	3 598
	6 818
Créditeurs et charges à payer	(78)
Passifs d'impôts futurs	(612)
<b>Actifs nets acquis</b>	<b>6 128</b>
<b>Contrepartie :</b>	
Trésorerie (incluant des frais de transactions de 194 \$)	1 245
Actions ordinaires émises	4 883
	<b>6 128</b>

## 5. ACQUISITION D'UNE ENTREPRISE (SUITE)

Les technologies en instance de brevets sont amorties sur une période de 10 ans, soit leur durée de vie utile prévue, en utilisant la méthode d'amortissement linéaire. La liste de clients est amortie sur une période de 5 ans en utilisant la méthode d'amortissement linéaire. La valeur présumée des 32 840 625 actions ordinaires émises a été évaluée selon la moyenne pondérée du prix des actions transigées durant une période de cinq jours débutant deux jours précédant l'annonce de l'acquisition et se terminant deux jours suivant l'annonce.

## 6. AUTRES DÉBITEURS

	2008	2007
	\$	\$
Taxes à la consommation à recevoir	110	455
Billet portant intérêt à 10% venant à échéance en mai 2008	264	—
Autres taxes à recouvrer	115	212
Divers	141	222
	<b>630</b>	<b>889</b>

## 7. STOCKS

	2008	2007
	\$	\$
Matières premières et composantes acquises	6 076	5 155
Produits en cours	1 909	1 333
Produits finis	774	1 184
	<b>8 759</b>	<b>7 672</b>

## 8. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

### Au 30 avril 2008

	Coût	Amortissement cumulé	Valeur comptable nette
	\$	\$	\$
Matériel et outillage	17 417	12 855	4 562
Terrain et bâtiments	966	358	608
Améliorations locatives	273	27	246
Mobilier et agencements	2 016	1 732	284
Outils et matrices	397	241	156
Matériel informatique	1 344	1 098	246
Automobiles	38	30	8
	<b>22 451</b>	<b>16 341</b>	<b>6 110</b>

### Au 30 avril 2007

	Coût	Amortissement cumulé	Valeur comptable nette
	\$	\$	\$
Matériel et outillage	17 925	12 307	5 618
Terrain et bâtiments	815	314	501
Améliorations locatives	653	622	31
Mobilier et agencements	2 134	1 749	385
Outils et matrices	988	784	204
Matériel informatique	1 627	1 275	352
Automobiles	79	64	15
	<b>24 221</b>	<b>17 115</b>	<b>7 106</b>

## 8. IMMOBILISATIONS CORPORELLES (SUITE)

La direction passe régulièrement en revue la valeur comptable des immobilisations corporelles selon le plan stratégique de la Société et le contexte commercial dans lequel elle évolue. Au cours de l'année, la Société a déterminé que la valeur comptable de certains actifs composés principalement de matériel et outillage et mobiliers et agencements n'avaient plus aucune valeur. En conséquence, les actifs corporels avec une valeur comptable de 104 000 \$ (2007 – 85 000 \$) ont été complètement dépréciés.

## 9. ACTIFS INCORPORELS

Au 30 avril 2008

	Coût	Amortissement cumulé	Valeur comptable nette
	\$	\$	\$
Logiciels	3 929	3 420	509
Technologie brevetée, brevet en cours d'homologation et marques de commerce	2 388	168	2 220
Technologie non brevetée	1 891	1 173	718
Liste de clients	7 314	6 477	837
	<b>15 522</b>	<b>11 238</b>	<b>4 284</b>

Au 30 avril 2007

	Coût	Amortissement cumulé	Valeur comptable nette
	\$	\$	\$
Logiciels	4 418	3 672	746
Technologie brevetée et marques de commerce	93	27	66
Technologie non brevetée	1 891	873	1 018
Liste de clients	6 537	6 002	535
	12 939	10 574	2 365

La direction passe régulièrement en revue la valeur comptable du portefeuille d'actifs incorporels quand elle décèle un signe de baisse de valeur. Au cours de l'année, la Société a déterminé que la valeur comptable de certains d'actifs incorporels composés de logiciels n'avait plus de valeur. En conséquence, les actifs incorporels avec une valeur comptable de 40 000 \$ (2007 – 156 000 \$) ont été complètement dépréciés.

## 10. PLACEMENTS

	2008	2007
	\$	\$
Actions ordinaires d'une compagnie privée	25	750

Au cours de l'année, basé sur les meilleures informations disponibles à ce moment, la Société a déterminé qu'une partie de l'investissement n'était plus recouvrable. Conséquemment, la Société a enregistré une dépréciation de 725 000 \$. Le coût de l'investissement était 750 000 \$ (2007 – 750 000 \$).

## 11. CHARGES REPORTÉES

Au 30 avril 2008

	Coût	Amortissement cumulé	Valeur comptable nette
	\$	\$	\$
Perte à la cession-bail reportée	995	911	84
Loyer à la cession-bail reporté	2 840	2 603	237
	<b>3 835</b>	<b>3 514</b>	<b>321</b>

Au 30 avril 2007

	Coût	Amortissement cumulé	Valeur comptable nette
	\$	\$	\$
Perte à la cession-bail reportée	995	713	282
Loyer à la cession-bail reporté	2 840	2 035	805
	3 835	2 748	1 087

## 12. DETTE À LONG TERME

	2008	2007
	\$	\$
a) Emprunt à terme auprès d'Investissement Québec, portant intérêt au taux préférentiel majoré de 3,5% remboursable en 60 versements mensuels de 62 500 \$, venant à échéance en février 2009	382	797
b) Débentures convertibles portant intérêt à 10% et venant à échéance en octobre 2009	742	—
	<b>1 124</b>	797
Moins: tranche échéant à moins d'un an	382	415
	<b>742</b>	382

Les remboursements annuels de capital requis pour chacun des deux prochains exercices sont comme suit :

	\$
2009	382
2010	742

### EMPRUNT À TERME AUPRÈS D'INVESTISSEMENT QUÉBEC

L'emprunt à terme auprès d'Investissement Québec est garanti par une hypothèque de deuxième rang d'un montant de 4 500 000 \$ sur l'universalité des actifs des opérations canadiennes incluant la propriété intellectuelle. En vertu de son emprunt à terme auprès d'Investissement Québec, la Société doit se conformer à certaines clauses financières restrictives.

## 12. DETTE À LONG TERME (SUITE)

### DÉBENTURES CONVERTIBLES

En octobre 2007, la Société a émis des débentures convertibles non-garanties d'une valeur de 2 500 000 \$ («débentures convertibles»). Des frais d'émission de 206 000 \$ ont été encourus et sont présentés en diminution de la dette à long terme et de certaines composantes des capitaux propres. Les débentures convertibles comportent des intérêts annuels de 10%, payables annuellement, viennent à échéance en octobre 2009 et sont subordonnées à toutes dettes de la Société à l'exception de celles qui, de par leur rang, lui sont égales. Les détenteurs de débentures convertibles peuvent convertir la valeur à l'émission de ces débentures en actions ordinaires à un prix défini comme étant le moindre de 0,18 \$ ou le prix du marché, défini comme étant le prix moyen pondéré calculé sur les 5 jours précédant la conversion mais sujet à un prix minimal de 0,12 \$, en tout temps pendant une période de 2 ans. Les intérêts payés sur les débentures sur le terme de deux ans, en n'assumant aucun ajustement pendant leur existence, totaliseront 500 000 \$ si les débentures se rendent à maturité. Sujet à l'approbation des autorités réglementaires, les intérêts courus peuvent être payés en actions ordinaires calculés en fonction de leur valeur équivalente en utilisant les mêmes conditions que celles en vigueur pour la conversion des débentures. Au cours de l'exercice, des débentures convertibles pour une valeur de 1 055 000 \$ ont été converties en 8 791 666 actions ordinaires et 40 411 actions ordinaires ont été émises pour le paiement des intérêts courus. Au 30 avril 2008, la valeur nominale des débentures convertibles s'établissait à 1 445 000 \$.

Au moment de l'émission des débentures convertibles, 13 888 889 bons de souscription ont été émis à leurs détenteurs. Chaque bon de souscription permet à son détenteur d'acheter une action ordinaire additionnelle à un prix de 0,18 \$ par action pour une période de deux ans à partir de l'émission des bons de souscription. Les 13 888 889 bons de souscription ont été évalués à 753 000 \$ en utilisant le modèle de Black et Scholes en assumant une volatilité de 93%, un taux d'intérêt sans risque de 4,0%, un taux de rendement nul et une durée de vie de deux ans.

Conformément aux PCGR canadiens, les débentures convertibles sont comptabilisées selon leur substance et présentées selon leurs composantes passif et capitaux propres. La composante passif a été évaluée, préalablement à l'ajustement, à la date d'émission à la valeur actuelle des versements de capital et d'intérêts exigibles en espèces en vertu des modalités des débentures convertibles à un taux d'actualisation de 15%. Les composantes, évaluées individuellement tel que décrit ci-dessus, ont ensuite été ajustées au prorata pour obtenir chacune des composantes. La différence entre la composante dette, les bons de souscriptions et la valeur nominale des débentures convertibles est constatée comme capitaux propres. La composante passif est accrue à sa valeur nominale par la constatation d'une charge dans les résultats tout au long de sa vie. Les frais d'émission des débentures convertibles ont été alloués entre la dette à long terme et certaines composantes des capitaux propres.

## 13. CAPITAL SOCIAL

### AUTORISÉ

Nombre illimité d'actions privilégiées pouvant être émises en séries et dont les modalités peuvent être déterminées par le conseil d'administration.

Nombre illimité d'actions ordinaires.

### Actions ordinaires émises et en circulation

	Au 30 avril 2008		Au 30 avril 2007	
	\$	\$	\$	\$
<b>Solde au début de l'exercice</b>	<b>174 502 223</b>	<b>125 631</b>	76 405 263	116 357
Variations au cours de l'exercice:				
Émises au comptant (déduction faite des coûts d'émission de 616 \$)	—	—	97 971 960	9 258
Émises pour l'acquisition d'entreprise (Note 5)	<b>32 840 625</b>	<b>4 883</b>	—	—
Exercées d'options d'achat d'actions	<b>350 000</b>	<b>72</b>	—	—
Émises aux termes d'une conversion de débentures convertibles (Note 12)	<b>8 832 077</b>	<b>999</b>	—	—
Exercées bons de souscription	<b>3 787 500</b>	<b>512</b>	125 000	16
<b>Solde à la fin de l'exercice</b>	<b>220 312 425</b>	<b>132 097</b>	174 502 223	125 631

### 13. CAPITAL SOCIAL (SUITE)

Au cours de l'année, la Société a émis 8 832 077 actions ordinaires aux termes de conversion de débetures convertibles, incluant les demandes de conversion des intérêts courus en actions ordinaires.

#### Bons de souscription

	Au 30 avril 2008		Au 30 avril 2007	
	\$	\$	\$	\$
<b>Solde au début de l'exercice</b>	<b>27 914 779</b>	<b>1 311</b>	—	—
Émis au comptant (déduction faite des coûts d'émission de 151 \$)	—	—	28 039 779	1 315
Émis aux termes d'une émission de débetures convertibles (Note 12)	<b>13 888 889</b>	<b>753</b>	—	—
Exercés	<b>(3 787 500)</b>	<b>(133)</b>	(125 000)	(4)
<b>Solde à la fin de l'exercice</b>	<b>38 016 168</b>	<b>1 931</b>	27 914 779	1 311

Le nombre moyen pondéré de bons de souscription est comme suit :

Au 30 avril 2008		
Prix d'exercice	Date d'expiration	#
0,10	Le 3 octobre 2008	4 837 500
0,18	Le 17 octobre 2009	13 888 889
0,22	Le 30 mars 2009	19 289 779
		<b>38 016 168</b>

La Société peut forcer l'exercice des bons de souscription venant à échéance le 30 mars 2009 si le cours de clôture de ses actions ordinaires est égal ou supérieur à 0,35 \$ sur une période de 20 jours de négociations consécutifs en Bourse. Le montant du produit brut additionnel s'élèverait à 4,2 millions de dollars. La Société peut forcer l'exercice des bons de souscription venant à échéance le 17 octobre 2009 si le cours de clôture de ses actions ordinaires est égal ou supérieur à 0,36 \$ sur une période de 20 jours de négociations consécutifs en Bourse. Le montant du produit brut additionnel s'élèverait alors à 2,5 millions de dollars.

#### RÉSULTAT PAR ACTION

Le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires est comme suit :

	Au 30 avril 2008	Au 30 avril 2007
	#	#
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation	<b>197 634 243</b>	121 903 323
Incidence des options sur actions et bons de souscription dilutifs, montant net	<b>52 159 999</b>	26 016 421
<b>Nombre dilué moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation</b>	<b>249 794 242</b>	147 919 744

Pour les exercices 2008 et 2007, l'incidence sur le résultat par action ordinaire des options sur actions et des bons de souscription pouvant potentiellement être exercés a été antidilutif, de sorte que les résultats de base et dilués par action sont égaux.

#### RÉGIME D'OPTIONS D'ACHAT D'ACTIONS

La Société a un régime d'options d'achat d'actions (le « régime ») à l'intention des employés clés, des administrateurs et des dirigeants de la Société. Le 19 octobre 2007, les actionnaires ont approuvé une modification du régime d'options d'achat d'actions, entraînant l'augmentation du nombre d'options pouvant être émises en vertu du régime de 10 000 000 actions ordinaires pour un total de 20 000 000 d'actions ordinaires. Le nombre d'actions ordinaires attribuées à un titulaire et la période d'acquisition, étant habituellement d'au plus cinq ans, est déterminés à la discrétion du conseil d'administration.

### 13. CAPITAL SOCIAL (SUITE)

Le prix d'exercice de toute option attribuée en vertu du régime est fixé par le conseil d'administration au moment de l'attribution, d'après le cours de clôture de l'action ordinaire. La durée d'une option ne peut dépasser dix ans à partir de la date d'attribution. Les options sont incessibles et ne peuvent être exercées que si le titulaire est un employé, un administrateur ou un dirigeant d'administration de la Société excepté dans certaines circonstances approuvées par le conseil d'administration.

Au 30 avril 2008, 5 466 050 (2007 – 3 793 550) options étaient disponibles aux fins d'attribution en vertu du régime.

Les changements apportés au nombre d'options sur actions attribuées par la Société et à leur prix d'exercice moyen pondéré sont comme suit :

	Au 30 avril 2008		Au 30 avril 2007	
	\$	\$	\$	\$
<b>Solde au début de l'exercice</b>	<b>6 206 450</b>	<b>0,41</b>	2 403 500	1,76
Attribuées	<b>9 145 000</b>	<b>0,16</b>	4 735 000	0,13
Exercées	<b>(350 000)</b>	<b>0,11</b>	—	—
Frappées d'extinction	<b>(447 500)</b>	<b>0,43</b>	(812 600)	1,92
Échues	<b>(20 000)</b>	<b>8,50</b>	(119 450)	6,50
<b>Solde à la fin de l'exercice</b>	<b>14 533 950</b>	<b>0,25</b>	6 206 450	0,41
<b>Options exerçables à la fin de l'exercice</b>	<b>6 520 517</b>	<b>0,35</b>	3 338 384	0,60

La juste valeur pondérée moyenne à la date de l'attribution des options sur actions en 2008 était de 0,16 \$ (2007 – 0,13 \$).

La juste valeur des options attribuées a été calculée au moyen du modèle de Black et Scholes en prenant en compte une volatilité de 95% (2007 – 98%), un taux d'intérêt sans risque de 3,6% (2007 – 4,5%), un taux de rendement de l'action nul et une durée de vie prévue de l'option de cinq ans.

Les informations supplémentaires sur les options d'achat d'actions en cours au 30 avril 2008 sont comme suit :

Prix d'exercice \$	Nombre #	Options en cours		Options exerçables	
		Prix d'exercice moyen pondéré \$	Nombre moyen pondéré d'années avant l'échéance #	Nombre #	Prix \$
0,11 à 0,16	<b>6 923 000</b>	<b>0,14</b>	<b>9,1</b>	<b>3 384 600</b>	<b>0,13</b>
0,17 à 0,25	<b>6 275 000</b>	<b>0,17</b>	<b>8,6</b>	<b>1 869 500</b>	<b>0,18</b>
0,26 à 0,39	<b>636 000</b>	<b>0,33</b>	<b>4,7</b>	<b>582 667</b>	<b>0,33</b>
0,80 à 1,20	<b>110 000</b>	<b>0,80</b>	<b>2,6</b>	<b>109 000</b>	<b>0,80</b>
1,21 à 1,80	<b>225 000</b>	<b>1,65</b>	<b>3,4</b>	<b>215 000</b>	<b>1,65</b>
1,81 à 2,71	<b>271 250</b>	<b>1,88</b>	<b>2,8</b>	<b>266 050</b>	<b>1,89</b>
2,72 à 4,06	<b>61 500</b>	<b>3,59</b>	<b>2,0</b>	<b>61 500</b>	<b>3,59</b>
4,07 à 6,70	<b>32 200</b>	<b>5,41</b>	<b>0,7</b>	<b>32 200</b>	<b>5,41</b>
	<b>14 533 950</b>	<b>0,25</b>	<b>8,4</b>	<b>6 520 517</b>	<b>0,35</b>

La charge totale de rémunération à base d'option de l'exercice constatée à l'état des résultats consolidés s'élève à 611 \$ (2007 – 519 \$).

## 14. IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES ET AIDE GOUVERNEMENTALE

- a. Les principales composantes (du recouvrement) de la charge d'impôts sur les bénéfices consistent en ce qui suit :

	2008	2007
	\$	\$
Charge d'impôts sur les bénéfices exigibles avant ce qui suit :	85	220
Économie d'impôts liée aux pertes non constatées antérieurement et aux écarts temporaires	(5)	(220)
Économie d'impôts non constatée d'une exonération fiscale temporaire dans un pays étranger	(80)	—
Charge d'impôts sur les bénéfices exigibles	—	—
(Recouvrement) charge d'impôts sur les bénéfices futurs est composée des éléments suivants :		
Recouvrement des passifs d'impôts futurs reconnus antérieurement	—	(181)
Recouvrement des crédits d'impôts à l'investissement non constatés antérieurement	—	814
Écarts temporaires provenant des actifs incorporels de l'acquisition d'entreprise	(97)	—
(Recouvrement) charge d'impôts	(97)	633

- b. La charge (le recouvrement) d'impôts sur les bénéfices présentées diffère du montant calculé par l'application des taux d'imposition canadiens au bénéfice avant impôts sur les bénéfices. Les facteurs inhérents à ces écarts et l'incidence fiscale connexe sont comme suit :

	2008	2007
	\$	\$
<b>Perte découlant des activités poursuivies avant impôts sur les bénéfices</b>	<b>(6 518)</b>	<b>(11 731)</b>
Taux d'imposition canadien prévu par la loi	<b>30,90 %</b>	32,00 %
(Recouvrement) charge d'impôts sur les bénéfices prévu(e)	<b>(2 014)</b>	<b>(3 754)</b>

### Rajustements

Incidence fiscale de la rémunération à base d'options sur actions non déductible	189	166
Recouvrement de passifs d'impôts futurs constatés antérieurement	—	(181)
Incidence fiscale de l'amortissement des actifs incorporels non déductible	52	86
Incidence des taux d'imposition étrangers	(75)	9
Crédits d'impôt et autres montants non imposables au Québec	(18)	(36)
Économie d'impôts liée aux pertes non constatées antérieurement et aux écarts temporaires	(5)	(220)
Économie d'impôts non constatée découlant de pertes et d'écarts temporaires	1 667	3 520
Économie d'impôts non constatée d'une exonération fiscale temporaire dans un pays étranger	(80)	—
Économie d'impôts liée à des crédits d'impôts à l'investissement non constatés antérieurement	—	814
Divers	187	229
<b>(Recouvrement) charge d'impôts sur les bénéfices</b>	<b>(97)</b>	<b>633</b>

#### 14. IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES ET AIDE GOUVERNEMENTALE (SUITE)

c. L'incidence fiscale des écarts temporaires et des pertes d'exploitation nettes qui entraînent des actifs et des passifs d'impôts reportés est comme suit:

	2008	2007
	\$	\$
<b>Passifs d'impôts futurs</b>		
Valeur comptable des immobilisations en sus de la valeur fiscale	60	16
Charges reportées et autres	29	133
Écarts temporaires liés aux actifs incorporels de l'acquisition d'entreprise.	515	—
<b>Total des passifs d'impôts futurs</b>	<b>604</b>	<b>149</b>
<b>Actifs d'impôts futurs</b>		
Report en avant de pertes d'exploitation nettes	12 166	13 280
Report prospectif de recherche et de développement	4 943	5 917
Valeur fiscale des immobilisations en sus de la valeur comptable	3 189	2 935
Provisions, frais d'émission d'actions et autres	1 557	700
Total des actifs d'impôts futurs	21 855	22 832
Provision pour moins-value	(21 766)	(22 683)
<b>Total des actifs d'impôts futurs</b>	<b>89</b>	<b>149</b>
<b>Passifs d'impôts futurs nets</b>	<b>515</b>	<b>—</b>

La Société a des dépenses de recherche et de développement non constatés au Canada d'environ 17 000 000 \$ et de 17 700 000 \$ au provincial. Ces dépenses peuvent être utilisées pour réduire le bénéfice imposable et peuvent être reportées indéfiniment. La Société a des reports prospectifs de pertes non constatées d'environ 45 123 000 \$ au Canada, et de 43 446 000 \$ au provincial, qui expirent au cours des exercices 2010 à 2028 et d'environ 1 457 000 \$ aux États-Unis, qui expirent au cours des exercices 2026 et 2028.

Année d'expiration	Canada	Québec	États-Unis
	\$	\$	\$
2010	4 465	4 433	—
2014	3 531	3 152	—
2015	15 060	15 060	—
2026	6 343	6 343	7
2027	9 469	8 203	1 013
2028	6 255	6 255	437
	45 123	43 446	1 457

En outre, la Société a des pertes en capital déductibles au Canada d'environ 20 500 000 \$ qui n'ont pas été constatées dans les actifs d'impôts futurs décrits ci-dessus. La Société a également des crédits d'impôts à l'investissement non constatés d'environ 3 177 000 \$, qui expirent au cours des exercices 2011 à 2028.

Année d'expiration	\$
2011	253
2012	459
2013	472
2014	485
2015	419
2026	578
2027	401
2028	110
	3 177

## 14. IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES ET AIDE GOUVERNEMENTALE (SUITE)

La Société a été vérifiée par l'Agence du revenu du Canada (« ARC ») relativement au service de prestation de recherche et de développement par une filiale américaine de la Société en 2001 et 2002. La Société fait aussi l'objet d'une vérification par ARC, pour les années d'imposition 1999 à 2004 relativement aux intérêts théoriques sur les prêts consentis à des filiales étrangères. En 2007, la Société a reçu des avis de cotisation et des projets de cotisation de l'ARC. Ces avis et projets de cotisation pourraient augmenter considérablement le revenu imposable de la Société pour ces exercices.

Ces différends font l'objet de discussions avec l'ARC, et la Société est d'avis qu'elle a constitué toutes les provisions nécessaires à cet égard en utilisant les crédits d'impôts à l'investissement et en réduisant les actifs d'impôts futurs liés aux pertes d'exploitation et aux dépenses de recherche de développement reportés. Cependant, la Société doute du bien-fondé de certaines modifications exigées et a déposé un avis d'opposition avec l'ARC. L'issue ultime de ces différends pourrait donner lieu à un ajustement important des montants comptabilisés.

### AIDE GOUVERNEMENTALE

La Société a engagé des dépenses de recherche et de développement, dont certaines donnent droit à des crédits d'impôt à l'investissement remboursables. Les crédits d'impôt à l'investissement comptabilisés sont établis en fonction des estimations de la direction à l'égard des montants qui devraient être recouverts et sont assujettis à une vérification par les autorités fiscales; ces montants pourraient donc varier. Les crédits d'impôts à l'investissement qui ont été portés en réduction des dépenses de recherche et développement, s'élevaient à 160 000 \$ (2007 – 364 000 \$).

## 15. ENGAGEMENTS ET ÉVENTUALITÉS

- a. La Société et ses filiales se sont engagées en vertu de contrats de location-exploitation à louer des propriétés et du matériel. Les paiements de location annuels minimums futurs sont comme suit :

	\$
2009	118
2010	106
2011	79
2012	2
	305

- b. En janvier 1997, la Société avait reçu un avis des avocats représentant les résidents d'une maison à Williston, au Vermont, concernant une réclamation éventuelle pour dommages à la propriété et préjudice corporel, en raison de la présence de contaminants dans la nappe d'eau souterraine se trouvant sous la propriété. Dans l'avis, on prétendait que les contaminants provenaient de sources situées sur une parcelle de terrain que louait Mitec Systems, Inc. dans le passé. En 1999, un procès a été intenté au Vermont contre la Société et deux sociétés apparentées pour préjudice corporel non précisé et diminution de la valeur de leurs propriétés résidentielles. La Société a réglé cette poursuite pour environ 240 000 \$ (175 000 \$ US) et a comptabilisé le règlement et les frais juridiques y afférents en 2004. Elle cherche également à obtenir un dédommagement de sa compagnie d'assurances et cette dernière réclame le recouvrement de certains frais auprès de la Société. Le 1<sup>er</sup> février 2007, la Cour supérieure a rendu un jugement favorable en faveur de la compagnie d'assurances pour un montant de 189 073 \$ plus intérêts. La Société considère avoir plusieurs arguments sérieux et a porté le jugement en appel auprès de la Cour supérieure du Vermont. Cependant, à l'heure actuelle, il est impossible de prévoir l'issue de l'affaire, de sorte qu'aucune provision n'a été constituée.

En février 1999, la Société avait conclu une entente avec l'État du Vermont en vertu de laquelle elle acceptait d'effectuer une investigation du site, et l'État consentait à utiliser ses ressources pour identifier toutes les personnes et les entités éventuellement responsables de la contamination du site. L'État du Vermont avait également demandé à la United States Environmental Protection Agency (« USEPA ») de suspendre son investigation du site. L'investigation du site entreprise par la Société est terminée, et les données et l'information recueillies indiquent qu'il existe un certain nombre d'autres sources possibles de contamination de la nappe souterraine. L'État du Vermont a déclaré ne pas avoir d'argent pour entreprendre les étapes suivantes relativement à la contamination de la nappe souterraine et a demandé à la USEPA de reprendre son investigation sur la contamination. La USEPA a accepté. Dans une lettre datée de mai 2007, la USEPA a informé la Société qu'elle la tenait potentiellement responsable de la contamination du « Alling Industrial Park » et qu'elle invitait la Société à entamer des négociations avec la USEPA pour résoudre la réclamation de l'agence concernant le remboursement de ses frais. Peu de temps après, La USEPA émettait un avis spécial enclenchant une période de négociations en vertu de statuts réglementaires dans lequel elle déposait une demande formelle de remboursement de ses frais, Mitec a commencé des négociations pour une entente confidentielle de règlement. En réponse aux négociations, la Société a reçu en juillet 2008 une proposition de règlement de la part de la USEPA qu'elle étudie présentement. Cependant, certaines incertitudes demeurent quant à la finalisation des montants qui devront être payés et de certains autres éléments de l'entente de règlement.

## 15. ENGAGEMENTS ET ÉVENTUALITÉS (SUITE)

- c) L'ancien propriétaire de la Société dans les installations du New Jersey a intenté une poursuite contre la Société et certains de ses sous-locataires pour dommages aux locaux loués. Cependant, à l'heure actuelle, il est impossible de prévoir l'issue de cette affaire, de sorte qu'aucune provision n'a été constituée.
- d) La Société fait face, le cas échéant, à des réclamations et des poursuites dans le cours normal de ses activités. La direction est d'avis qu'une décision finale au sujet de ces poursuites ne peut être prise pour l'instant, mais que celles-ci ne devraient pas avoir d'incidence importante sur la situation financière ou les résultats d'exploitation de la Société.

## 16. FRAIS DE RESTRUCTURATION ET AUTRES CHARGES

En 2007, la Société a décidé de rationaliser ses opérations et de revoir les marchés de télécommunications cibles de l'Amérique du Nord. Par suite de cette révision, la direction de la Société a décidé de rationaliser davantage ses coûts fixes en réduisant ses effectifs à Montréal (Canada), en fermant ses installations de recherche et développement aux États-Unis et en vendant sa division des ventes située au Royaume-Uni. La Société a engagé des indemnités de départ à l'intention de certains administrateurs et membres du personnel pour un montant de 1 728 000 \$ dont un solde impayé de 94 000 \$ a été inclus dans le poste créditeurs et charges à payer au 30 avril 2007. Au 30 avril 2008, le solde était néant. En outre, en 2007, l'acquisition immédiate des droits relatifs aux options sur actions de ces employés a augmenté d'environ 125 000 \$ les charges de rémunération à base d'actions de l'exercice écoulé. La Société a aussi décidé de fermer ses installations à Reno (États-Unis), ce qui a donné lieu à des charges de restructuration de 132 000 \$ liées à la dépréciation des stocks et à la dépréciation des immobilisations corporelles. Les mesures de restructuration ont aussi amené la Société à réduire de 853 000 \$ la valeur des stocks de Télécommunications de Montréal (Canada). Les charges liées à la dépréciation des stocks ont été incluses dans le coût des ventes en 2007. La Société continuera de tirer avantage de sa technologie non brevetée liée au secteur Télécommunications. Il n'y a eu aucun impact en 2008.

## 17. ACTIVITÉS ABANDONNÉES

Le 8 mai 2003, le conseil d'administration a approuvé un plan de désinvestissement pour la filiale suédoise, Beve Electronics AB (« Beve »), qui comprenait la majeure partie du secteur des hyperfréquences de la Société. Le 29 août 2003, la Société a vendu Beve à la société suédoise Note AB. En 2007, la Société a reçu le produit de la vente de son terrain et a vendu ses entités suédoises.

	2008	2007
	\$	\$
<b>Perte découlant des activités abandonnées</b>	—	(8)
Les flux de trésorerie liés aux activités abandonnées se composent des rentrées (sorties) de fonds suivantes :		
Activités d'exploitation	—	(8)
Activités d'investissement	—	215
<b>Augmentation de la trésorerie et des équivalents de trésorerie découlant des activités abandonnées</b>	—	207

## 18. OPÉRATIONS ENTRE APPARENTÉS

Outre les opérations entres apparentés présentées ailleurs dans les notes afférentes aux états financiers consolidés de 2008, la Société a payé des frais de consultation de nul (2007 – 288 000 \$) à une société sous le contrôle d'un administrateur.

## 19. INFORMATION SUPPLÉMENTAIRE SUR LES FLUX DE TRÉSORERIE

### a. États des flux trésorerie consolidés

#### Variations des soldes hors caisse du fonds de roulement liés aux activités d'exploitation :

	2008	2007
	\$	\$
Débiteurs et autres débiteurs	(4 404)	5 678
Créditeurs et charges à payer	4 743	(5 471)
Stocks	(1 087)	(126)
Charges payées d'avance et autres charges	177	(266)
	(571)	(185)
Intérêts payés	113	219

### b. États des résultats consolidés

#### Recherche et développement

	2008	2007
	\$	\$
Frais de recherche et de développement	4 637	6 633
Crédits d'impôt remboursable à l'investissement (Note 14)	(160)	(364)
Frais de recherche et développement net	4 477	6 269
Aide gouvernementale – recouvrement de crédits d'impôts non remboursables (Note 14)	—	(814)
	4 477	5 455

#### L'amortissement des immobilisations corporelles est compris dans les éléments suivants :

Coût des ventes	978	1 154
Frais de vente et administration, et frais de recherche et de développement	387	464
	1 365	1 618

#### L'amortissement des charges reportées est compris dans les éléments suivants :

Coût des ventes	473	491
Frais de recherche et de développement	146	123
Frais de vente et d'administration	147	153
	766	767

## 20. INFORMATIONS SECTORIELLES

### a. Informations sectorielles utilisées par la direction

La direction organise la Société en deux secteurs d'activités principaux aux fins de la prise de décisions touchant l'exploitation et de l'évaluation du rendement. Ces secteurs d'activités sont les télécommunications (« télécommunications »), auparavant appelé secteur « sans-fil », et les communications par satellite et terrestres (« satellites »). La Société exerce actuellement ses activités au Canada, en Chine et aux États-Unis.

Le secteur des télécommunications touche à la recherche, à la conception, au développement, à la fabrication et à la vente de composantes, de sous-systèmes et de sous-systèmes multifonctions pour les marchés du sans-fil et des services cellulaires.

Le secteur des communications par satellite participe à la recherche, à la conception, au développement, à la fabrication et à la vente de composantes, de sous-systèmes et de sous-systèmes multifonctions pour les stations terrestres de relais par satellites.

La direction évalue le rendement des secteurs d'après le bénéfice brut, car les autres charges ne peuvent être imputées à des secteurs distincts. En outre, les secteurs partagent des stocks et certaines immobilisations.

## 20. INFORMATIONS SECTORIELLES (SUITE)

Les informations pour chaque secteur pour les périodes de douze mois terminées les 30 avril sont les suivants :

	Télécommunications		Satellites		Total consolidé	
	2008	2007	2008	2007	2008	2007
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Chiffre d'affaires	<b>14 884</b>	11 933	<b>21 292</b>	21 874	<b>36 176</b>	33 807
Coût des ventes	<b>12 032</b>	13 325	<b>16 026</b>	15 032	<b>28 058</b>	28 357
Bénéfice brut	<b>2 852</b>	(1 392)	<b>5 266</b>	6 842	<b>8 118</b>	5 450
Charges					<b>14 636</b>	17 181
Charges (recouvrement) d'impôts sur les bénéfices					<b>(97)</b>	633
Perte découlant des activités poursuivies					<b>(6 421)</b>	(12 364)
Activités abandonnées					—	(8)
<b>Perte nette de l'exercice</b>					<b>(6 421)</b>	(12 372)

La ventilation des actifs incorporels par secteur d'activité est comme suit :

	Télécommunications		Satellites		Au 30 avril 2008	
					Total	
	\$		\$		\$	
Actif à court terme	<b>9 952</b>		<b>10 550</b>		<b>20 502</b>	
Actif à long terme	<b>4 700</b>		<b>9 291</b>		<b>13 991</b>	
	<b>14 652</b>		<b>19 841</b>		<b>34 493</b>	
<b>Autres</b>					<b>5 550</b>	
<b>Total</b>					<b>40 043</b>	

	Télécommunications		Satellites		Au 30 avril 2007	
					Total	
	\$		\$		\$	
Actif à court terme	4 832		9 055		13 887	
Actif à long terme	7 118		3 790		10 908	
	11 950		12 845		24 795	
Autres					8 368	
<b>Total</b>					<b>33 163</b>	

## 20. INFORMATIONS SECTORIELLES (SUITE)

La ventilation des variations des immobilisations corporelles par secteur d'activité est comme suit :

	Au 30 avril 2008		
	Télécommunications	Satellites	Total
	\$	\$	\$
Solde d'ouverture	4 271	2 835	7 106
Ajouts	299	320	619
Amortissement	(898)	(467)	(1 365)
Gain sur disposition	—	—	—
Dépréciation des immobilisations corporelles	(104)	—	(104)
Perte sur disposition	(72)	(35)	(107)
Produit de disposition	(37)	(11)	(48)
Incidence du taux de change	9	—	9
	<b>3 468</b>	<b>2 642</b>	<b>6 110</b>

	Au 30 avril 2007		
	Télécommunications	Satellites	Total
	\$	\$	\$
Solde d'ouverture	5 373	3 191	8 564
Ajouts	135	153	288
Amortissement	(1 122)	(496)	(1 618)
Gain sur disposition	—	—	—
Dépréciation des immobilisations corporelles	(85)	—	(85)
Perte sur disposition	(9)	(1)	(10)
Produit de disposition	(76)	—	(76)
Incidence du taux de change	55	(12)	43
	4 271	2 835	7 106

La ventilation des variations des actifs incorporels par secteur d'activité est comme suit :

	Au 30 avril 2008		
	Télécommunications	Satellites	Total
	\$	\$	\$
Solde d'ouverture	1 662	703	2 365
Ajouts	60	6 642	6 702
Amortissement	(487)	(658)	(1 145)
Dépréciation des actifs incorporels	—	(40)	(40)
	<b>1 235</b>	<b>6 647</b>	<b>7 882</b>

	Au 30 avril 2007		
	Télécommunications	Satellites	Total
	\$	\$	\$
Solde d'ouverture	2 594	1 257	3 851
Ajouts	26	6	32
Amortissement	(958)	(436)	(1 394)
Dépréciation des actifs incorporels	—	(156)	(156)
Incidence du taux de change	—	32	32
	<b>1 662</b>	<b>703</b>	<b>2 365</b>

## 20. INFORMATIONS SECTORIELLES (SUITE)

### b. Informations sur la Société

Le tableau suivant présente le chiffre d'affaires selon la destination du produit :

	2008	2007
	\$	\$
Canada	1 026	730
États-Unis	10 887	14 103
Europe	8 730	7 330
Asie	11 472	8 685
Autres	4 061	2 959
	<b>36 176</b>	<b>33 807</b>

Les tableaux suivants présentent le chiffre d'affaires, les actifs, les immobilisations corporelles, les actifs incorporels et l'écart d'acquisition selon la région de production géographique.

	2008	2007
	\$	\$
<b>Chiffre d'affaires</b>		
Canada	22 264	23 947
États-Unis	689	356
Chine	13 892	10 011
Inter-pays	(669)	(507)
	<b>36 176</b>	<b>33 807</b>

#### Actifs

Canada	22 595	27 645
États-Unis	7 010	37
Chine	10 418	5 415
Royaume-Uni	20	66
	<b>40 043</b>	<b>33 163</b>

#### Immobilisations corporelles, écart d'acquisition et actifs incorporels

Canada	6 333	8 417
États-Unis	6 488	—
Chine	1 171	1 054
	<b>13 992</b>	<b>9 471</b>

## 21. CHARGES FINANCIÈRES

Les charges financières se composent de ce qui suit :

	2008	2007
	\$	\$
Intérêts sur la dette bancaire	—	56
Intérêts sur la dette à long terme	70	136
Intérêts sur débentures convertibles	84	—
Charge de désactualisation du passif à long terme	325	114
Frais bancaires et autres frais	78	113
	<b>557</b>	<b>419</b>

## 22. INSTRUMENTS FINANCIERS

### ACTIFS ET PASSIFS FINANCIERS À COURT TERME

La valeur comptable de ces actifs et passifs est une estimation raisonnable de leur juste valeur en raison de leur nature à court terme.

Les actifs financiers à court terme se composent des placements à court terme, des débiteurs et des autres débiteurs. Les passifs à court terme se composent des créditeurs.

### DÉBITEURS, DÉPENDANCE ÉCONOMIQUE ET CONCENTRATION DU RISQUE DE CRÉDIT

La Société vend des produits à des clients situés principalement au Canada, aux États-Unis, en Europe et en Asie. Elle effectue des évaluations de crédit de ses clients sur une base continue et n'exige en général aucune garantie. Des provisions sont maintenues en cas de pertes sur créances éventuelles. Il est raisonnablement possible que le montant réel des pertes découlant des débiteurs, le cas échéant, ne correspond pas aux estimations de la direction.

Les débiteurs étrangers des activités canadiennes sont garantis par Exportation et Développement Canada (« EDC »), et les clients de la Société sont dispersés dans différentes régions géographiques.

Un client représentait 31 % du chiffre d'affaires de l'exercice terminé le 30 avril 2008 et 39 % des débiteurs au 30 avril 2008 (en 2007, deux clients représentaient 43 % du chiffre d'affaires et 36 % des débiteurs au 30 avril 2007). Pour l'exercice terminé le 30 avril 2008, le même client représentait 74 % (2007 – 84 %) des ventes dans le secteur télécommunications.

### PLACEMENTS

En 2008, la valeur comptable des investissements a été réduite à la juste valeur, selon les meilleures estimations disponibles.

### DETTE À LONG TERME

La valeur comptable de la dette à long terme de la Société se rapproche de sa juste valeur en raison de la composante intérêts variables.

### RISQUE DU TAUX D'INTÉRÊT

Le principal risque de la Société par rapport aux fluctuations des taux d'intérêt est lié à sa dette à long terme étant donné qu'elle porte intérêt à taux variable.

### RISQUE DU TAUX DE CHANGE

La Société détient de la trésorerie et équivalents de trésorerie, certains actifs à court terme et des créditeurs et autres charges à payer en yuan chinois (RMB) et en dollars US (US \$). Elle est donc assujettie au risque de fluctuation des taux de change sur les soldes suivants :

	Au 30 avril 2008		Au 30 avril 2007	
	RMB	US \$	RMB	US
<b>Actif</b>				
Trésorerie et équivalents de trésoreries	<b>11 288</b>	<b>1 786</b>	4 144	3 446
Débiteurs	<b>34 185</b>	<b>4 924</b>	7 963	3 623
	<b>45 473</b>	<b>6 710</b>	12 107	7 069
<b>Passif</b>				
Créditeurs et charges à payer	<b>43 343</b>	<b>2 082</b>	17 482	1 324
	<b>2 130</b>	<b>4 628</b>	(5 375)	5 745

## **22. INSTRUMENTS FINANCIERS (SUITE)**

### **LIMITES DU CONTRÔLE DES CHANGES**

La filiale chinoise de la Société est assujettie à des autorisations gouvernementales advenant le désir de rapatrier des fonds à la société mère en sus du montant des avances consenties par la Société et ses filiales.

Au 30 avril 2008 les fonds en caisse de la filiale chinoise d'un montant de 1,6 millions de dollars étaient supérieurs au montant de ces avances consenties de 1,5 millions de dollars. Les montants au-delà de cette limite peuvent être assujettis à des retenues.

### **23. CHIFFRES CORRESPONDANTS**

Certains chiffres correspondants de 2007 ont été reclassés afin de les rendre conformes à la présentation adoptée pour 2008.

# INFORMATIONS SUR L'ENTREPRISE

## **ADMINISTRATEURS :**

### **JEFFREY A. MANDEL**

Président du conseil, Mitec Telecom Inc.  
Président, AMR Securities Services Inc.

### **ROBERT BOISJOLI**

Président, Atwater Financial Group

### **HUBERT R. MARLEAU**

Directeur général, Palos Capital Corporation

### **DAVID B. PARKES**

Président, David B. Parkes & Associates

### **DANIEL PIERGENTILI**

Président et chef de la direction, Mitec Telecom Inc.

### **CHARLES R. SPECTOR**

Associé directeur du bureau de New York de  
Fraser Milner Casgrain S.E.N.C.R.L (cabinet d'avocats)

### **ROBERT RECTOR**

Président, Keragis Corporation

## **ÉQUIPE DE DIRECTION :**

### **DANIEL PIERGENTILI**

Président et chef de la direction

### **BRUNO DUMAIS**

Vice-président, finances et chef de la direction financière

## **RENSEIGNEMENTS POUR LES INVESTISSEURS :**

### **VÉRIFICATEURS :**

BDO Dunwoody s.r.l.

### **AVOCATS-CONSEIL :**

Fraser Milner Casgrain S.E.N.C.R.L

### **AGENT DES TRANSFERTS ET D'INSCRIPTION :**

Compagnie Trust CIBC Mellon

## **ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ANNUELLE :**

**LE JEUDI 16 OCTOBRE 2007, 11 H**

### **FRASER MILNER CASGRAIN S.E.N.C.R.L**

1 Place Ville-Marie, 39e étage  
Montréal, Québec

## **SYMBOLE BOURSIER :**

MTM

## **INSCRIPTION DU TITRE :**

Bourse de Toronto

## **FIN D'EXERCICE :**

Le 30 avril 2008

## **ACTIONS EN CIRCULATION :**

220,312,425 au 30 avril 2008

## **RELATIONS AVEC LES INVESTISSEURS :**

### **JEFFREY A. MANDEL**

Directeur, Relations avec les investisseurs  
et les sociétés

Tél: (514) 694-9000

jeffrey.mandel@mitectelecom.com

## **SIÈGE SOCIAL :**

9000, Autoroute Transcanadienne  
Pointe-Claire (Québec) H9R 5Z8  
Canada

T: 1.514.694.9000

F: 1.514.630.8600

[www.mitectelecom.com](http://www.mitectelecom.com)



[WWW.MITECTELECOM.COM](http://WWW.MITECTELECOM.COM)  
TSX: MTM

